

M 04249 - 42 - E: 1,20 €



La cinéaste **Camille de Casabianca** a suivi le processus de création du NPA et en a tiré un film: *C'est parti!*  
REGARDS PAGE 2



Tout changer, rien lâcher! La campagne du NPA est lancée dans la plupart des régions.  
**Échos de campagne.**  
RÉGIONALES 2010 PAGES 6&7



En février 1945, les bombardements alliés détruisaient la ville de **Dresde**. Un massacre que les néonazis souhaitent récupérer.  
INTERNATIONAL PAGE 9

# TOUT est à nous!

11 FÉVRIER 2010 | N°42 | 1,20€ | WWW.NPA2009.ORG

HEBDOMADAIRE DU NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

## CRISE

# TU L'AS VUE, LA REPRISE?



Élysée, le 4 octobre 2008. Jean-Claude Trichet, président de la Banque centrale européenne, a bien vu venir la crise... (REUTERS/PIOTR SNUSS)

*Les gouvernements capitalistes veulent nous faire croire que la reprise est de retour, tel un bourgeon printanier. En réalité, cette crise du capital est toujours payée par les finances publiques, et subie par les classes populaires. Les 4 et 5 février, les Bourses à travers le monde ont donné un coup de semonce aux gouvernements. Objectif: les presser de mettre en place des programmes d'austérité.*

SUITE DE L'ARTICLE EN PAGE 11

## VAUCLUSE

### LE BAL DES HYPOCRITES

**Le Figaro** a orchestré une véritable campagne anti NPA dans laquelle se sont engouffrés tous ceux, et ils sont nombreux, qui veulent discréditer notre organisation. De l'UMP au PCF, en passant par le PS et le PG, les femmes et hommes politiques n'ont pas eu de mots assez durs pour dénoncer une prétendue «*manipulation*», un «*coup politique*», remettant en cause la laïcité et le combat contre l'oppression des femmes. Plusieurs articles et déclarations du comité exécutif et du Vaucluse reviennent sur la candidature d'Ilhem Moussaïd aux régionales. LIRE PAGE 8

## ÉDUCATION

### GRÈVE DANS LE 93

**Depuis** le 25 janvier, les lycées de Seine-Saint-Denis se mettent progressivement en grève pour protester contre la casse du service public d'éducation: suppressions de milliers de postes, mauvaises conditions de travail et d'enseignement, classes surchargées, précarité, etc. Aujourd'hui, une quinzaine d'établissements sont dans la rue. LIRE PAGE 4



(ANNE LAFRAN)

## AUTO-ENTREPRENEURS TOUS PATRONS?

**Derrière** la mesure prétendant qu'il suffit d'être son propre patron pour ne plus subir la précarité, la réalité est tout autre. Aucune création d'emploi, anciens salariés devenus sous-traitants toujours soumis au patronat, les auto-entrepreneurs sont en passe de devenir une nouvelle catégorie de précaires. LIRE PAGE 5





édito

Par **Sandra Demarcq**

## AGENDA ANTI-SOCIAL

**L**undi 15 février se tiendra à l'Élysée une réunion sur l'agenda social 2010 avec les « partenaires sociaux ». Outre l'emploi et le chantier de la dépendance, les retraites seront au cœur de ce rendez-vous. Tout n'est pas encore tranché sur cette question mais Sarkozy et son gouvernement veulent aller vite, entre les élections régionales et l'été. En effet, cette contre-réforme est cruciale car c'est sur cette question que Sarkozy sera jugé par ses pairs sur la réussite de sa politique. L'enjeu est donc énorme pour eux comme pour le rapport de forces. Aussi, si nous ne connaissons pas précisément le contenu de cette nouvelle contre-réforme, le gouvernement envisage d'ores et déjà deux hypothèses. La première consiste à repousser l'âge du départ à la retraite à 65 ou 67 ans, prenant ainsi appui sur ce qui se passe dans d'autres pays européens (Allemagne, Espagne, Royaume-Uni...). La seconde possibilité est de transformer totalement le système de répartition à travers une réforme systémique qui passerait par un régime par points ou par comptes notionnels, instaurant ainsi une individualisation des retraites.

Aujourd'hui, toutes les raisons sont bonnes pour que les patrons ne paient plus pour des salariés qui sont devenus inutiles à leurs profits. La question des retraites n'est pas une question démographique mais une question décisive de la répartition des richesses, du partage du travail. Il n'y a pas trop de retraités, mais trop de chômeurs ! L'urgence est de mobiliser le plus largement possible contre cette nouvelle contre-réforme, briser le tabou du consensus national et du diagnostic partagé et non de se situer d'emblée sur le terrain de la droite, comme les récentes déclarations de Martine Aubry ou des responsables de confédérations syndicales acceptant un possible recul de l'âge de la retraite et, au nom de l'égalité public/privé, un alignement pas le bas. Sur cette question, il faut préparer une véritable épreuve de force, un mouvement d'ensemble et une mobilisation générale !

### 11 FÉVRIER, NPA, GENNEVILLIERS.

Réunion publique contre les campagnes racistes et anti-musulmans, avec Armelle Pertus (tête de liste 92) et Omar Slaouti (tête de liste 95). RV à 20 heures Bourse du travail, rue Lamartine, M° Agnettes.

### 12 FÉVRIER, JUSTICE, PARIS.

Manifestation en soutien à Isabelle Saint-Saëns, militante d'Act Up-Paris et de Migreurop, attaquée par Bouygues pour avoir diffusé un texte traitant de la façon dont Bouygues s'enrichit avec la construction des centres de rétention. RV à 13 heures à la 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris, 4 bd du Palais, M° Cité.

### 12 FÉVRIER, TOTAL, DUNKERQUE.

Manifestation contre les licenciements à Total, à l'appel de la CGT.

RV à 15 heures place Jean-Bart, Dunkerque.

### 13 FÉVRIER, SANS-PAPIERS, PARIS.

Le collectif des 11 et les grévistes sans papiers, appellent à une manifestation pour exiger la régularisation de tous les sans-papiers.

RV à 14h30, départ Montparnasse en direction du siège du Medef.

**13 FÉVRIER, SANS-PAPIERS, VITRY.** Le collectif des sans-papiers et le comité de soutien organisent une journée de solidarité avec les sans-papiers de Vitry. Au programme, concert de reggae et Théâtre des Opprimés.

RV de 14 à 16 heures à Gare au Théâtre, 13 rue Pierre-Semard (gare RER de Vitry).

### 16 FÉVRIER, LIBRAIRIE LA BRÈCHE.

Les Éditions Les Bons Caractères vous convient à la présentation du livre de Daniel Guérin, *De l'Oncle Tom aux Panthères noires*, à l'occasion de sa réédition, en présence d'Anne Guérin, fille de Daniel, et de Julia Wright (sous réserve).

RV à 18 heures à la Librairie La Brèche, 27 rue Taine, Paris 12<sup>e</sup>. M° Daumesnil.

### 20 FÉVRIER, MANIF, FRESNES.

Manifestation pour exiger la libération de Georges Cipriani et Jean-Marc Rouillon qui ont accompli leur peine. RV à 13h30 devant la prison de Fresnes, avenue de la Liberté (depuis Paris : bus 187, Porte d'Orléans, station Maison d'arrêt ou RER B, direction Robinson, station Arcueil-Cachan, puis bus 187).

### 23 FÉVRIER, LOUISE-MICHEL, PARIS.

Réunion-débat « Comment faire entrer les animaux en politique », par Vinciane Despret. RV au Lieu-Dit à 18h30, 6 rue Sorbier, Paris 20<sup>e</sup>, M° Ménilmontant ou Gambetta.

### 27 FÉVRIER, MANIF, PARIS.

Manifestation pour la suppression du ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale, à l'appel de la Semaine anti-coloniale. Départ à 15 heures de la place de la Bourse (M° Bourse) vers le ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale.

À SUIVRE SUR  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

## regards



Camille de Casabianca

Propos recueillis par Linda Sehill et Coralie Wawrzyniak

## CINÉMA C'EST PARTI!

*Camille de Casabianca, cinéaste et ancienne militante de la LCR, a suivi le processus de création du NPA, de la dissolution de la Ligue au congrès fondateur du nouveau parti. Il en ressort un film, C'est parti!, documentaire très instructif sur la vie militante et la naissance d'une organisation, quelle qu'elle soit. Le film sort le 10 février dans 60 salles.*

**Et-ce que C'est parti! se range dans la case documentaire ou comme un véritable ovni cinématographique ?**

*C'est parti!* est un film que j'ai conçu pour le cinéma. C'est l'histoire d'hommes et de femmes sympathiques qui ont un but : construire ce parti. Ils ont un an pour y arriver. Ils ont des embûches, ils ont des problèmes, ils ont aussi de bonnes surprises, donc cela se raconte comme une histoire, sans interview. Finalement, ces personnes, qui sont réelles, deviennent les personnages du film. En faisant ce film, je souhaitais intéresser le public, un public plus large que les militants, même si je pense que cela les amusera, eux aussi.

**Lorsque tu as pris la décision de filmer le processus constituant du NPA, vers qui t'es-tu tournée, et as-tu rencontré des difficultés pour faire accepter ton projet ?**

À partir du moment où on m'a laissé tourner, j'ai eu une confiance absolue, et je dois dire que c'était bien. J'ai eu aussi un échange avec Olivier, qui ne souhaitait pas être au centre du film. On s'est mis d'accord, il était évident qu'il ne serait pas au centre du film, mais il était aussi évident que c'était un des personnages importants de la création du NPA.

**Parmi les militantes et les militants rencontrés, lesquels t'ont le plus touchée et pourquoi ?**

Tout le monde m'a touchée, parce que c'est un film humain. Pour moi c'est un film romantique parce qu'on a cette idée de lutter pour cette société d'émancipation et d'égalité. Tous les gens dans le film partagent ça et je le partage avec eux. C'est vrai que pour moi qui suis cinéaste, il y avait des personnages... Par exemple, François Sabado, c'est un peu Raimu, pour ceux qui connaissent les vieux films français... Olivier c'est un peu le jeune acteur, comme les acteurs américains... Il y avait Anne Leclerc qui pourrait être Anna Magnani... Il y a Abdel d'Avignon, le p'tit mec rigolo qui a la tchatche, qui a de l'humour... Donc c'est devenu des personnages pour moi.

**Dans les années 1980, tu as rejoint les comités rouges. Quels souvenirs gardes-tu de cette époque et de tes années de militantisme ?**

L'époque était différente, on pensait qu'on allait faire la révolution assez vite. On devait être un certain nombre à pénétrer l'appareil d'État, aux télécoms, au ministère de l'Intérieur pour, le soir de la révolution, être aux manettes. On avait cette idée-là dans la tête, de la prise du pouvoir. J'ai commencé à avoir des doutes sur l'imminence

de la révolution. J'ai demandé à aller en Californie, à l'université de Berkeley. Quand j'ai vu la classe ouvrière californienne, je me suis dit « c'est peut-être pas pour tout de suite »... Donc, effectivement, j'ai cessé de militer à la LCR mais je ne suis pas allée à la soupe et j'ai choisi une autre voie qui est celle du cinéma, qui me permet de continuer à rêver.

**N'as-tu pas aujourd'hui envie de rejoindre le NPA ?**

C'est vrai que c'est une question que les gens me posent, mais il était clair que, pour moi, c'est un regard, c'est le contraire d'un film militant. C'est ce film que je propose, maintenant l'avenir, je ne sais pas, demain, de quoi il sera fait ! Mais pour l'instant, moi, je fais mon travail de cinéaste. Je dis aux militants qui s'attendraient à voir le programme du NPA dans le film qu'il n'y est pas. C'est juste un film sur ce que c'est qu'être militant aujourd'hui.

**Lors du grand nettoyage des locaux du parti, entre une porte qui vole et les œuvres complètes de Lénine en passe de finir dans la benne, on découvre à travers ta caméra des militants partagés entre l'envie de se débarrasser d'un passé bien encombrant et celle de conserver de précieux morceaux d'histoire. Quel regard portes-tu sur ces images ?**

Ce qui m'a intéressée dans ce film, c'est la transmission entre les générations. Il y a les anciens, il y a les jeunes. Dans les partis en général, quand les jeunes arrivent, c'est un putsch, les vieux s'accrochent absolument. Mais là, c'est assez joli. En fait, c'est visuel parce qu'on voit que ce n'est pas la même génération. On voit d'ailleurs Daniel Bensaïd, que tout le monde aimait beaucoup... Quand il est mort, les journalistes m'ont appelée pour me demander si je n'avais pas un extrait à mettre sur internet, et je me suis aperçue que, dans le film, si on le voit deux fois vraiment longuement, on le voit plein de fois. Sa présence imprègne tout le film.

**Tu expliques que tu as filmé « ce processus de transformation, un peu comme une physicienne observe un corps passer d'un état à l'autre, solide à liquide. » Penses-tu qu'aujourd'hui notre construction est belle et bien achevée ?**

Ah non, pas du tout ! Là c'est le début, on sent qu'il y a une dynamique dans cette création du NPA qui est extrêmement positive, c'est comme le début d'une histoire d'amour, c'est merveilleux. Mais peut-être qu'après ce sera la chienlit. On ne sait pas mais au début, il y a ce côté positif dans le film. Ce film montre la naissance d'un parti.

vidéo de l'interview sur  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)







## FSU LE CONGRÈS, C'EST PASSÉ...

Les enjeux du sixième congrès de la FSU se situaient autour de deux questions particulièrement sensibles : le recrutement et la formation des enseignants, la recomposition syndicale et la stratégie.



Lille, 5 février. Tribune du congrès de la FSU. (DR)

La FSU tenait son sixième congrès à Lille du 1<sup>er</sup> au 5 février. Au menu, quatre thèmes – éducation, services publics, alternatives (économiques, sociales et environnementales) et «quelle FSU pour quel syndicalisme?» – débattus en commission puis en séance plénière avec, en final, la résolution sur l'action. Un temps égal pour chaque intervenant des 23 syndicats, des 105 sections départementales et des cinq tendances. Des motions, des amendements, des réécritures, des synthèses... et des votes jusqu'à plus d'heure! Côté formation des enseignants, le débat devait être chaud: on se souvient de la dispute du printemps dernier après le refus du Snes de s'opposer à la réforme dite de «mastérisation», en comité technique paritaire. Bien que tout le monde soit maintenant contre cette réforme que le gouvernement impose par

coups de force successifs, le débat fut verrouillé, tant les mandats des principaux syndicats enseignants sont disparates. Ainsi, les secrétaires généraux des trois plus gros syndicats des premier et deuxième degrés (Snes, SNUipp, Snep), suivis par Gérard Aschieri, se sont autorisés à intervenir à la tribune avant les votes pour faire pression sur les délégués afin qu'ils votent le point d'équilibre auquel ils étaient parvenus. Une première dans un congrès de la FSU! Sur la recomposition syndicale, si le constat que l'autonomie doit être dépassée est largement partagé, il restait à déterminer comment en sortir et quels liens interprofessionnels construire dans la durée. Le mandat adopté est assez clair: «Par la place qu'elle occupe, la FSU peut et doit proposer des perspectives nouvelles dans le paysage syndical. Elle décide d'enclencher une dynamique sur la base d'objectifs clairs: il s'agit

de contribuer au développement d'un syndicalisme de lutte et de transformation sociale... à construire un nouvel outil syndical.» Les initiatives communes de débat avec la CGT d'une part, avec Solidaires d'autre part, jugées positives, vont être poursuivies dans la durée. Enfin «le congrès lance un appel aux organisations qui le souhaitent et aux salariés pour débattre, à tous les niveaux, de la construction d'un outil syndical et des étapes qui peuvent y conduire». Reste à mettre en œuvre ce mandat! Le congrès a enregistré une avancée sur le soutien aux «désobéisseurs» et sur les transports gratuits pour les jeunes et les chômeurs, mais sur le droit de vote pour les immigrés, il faudra attendre! Tout comme pour la parité hommes/femmes... Le congrès s'est clos après le débat sur l'action: une motion fleuve où les personnels sont appelés à poursuivre et amplifier l'action, mais

où l'on cherche en vain des propositions concrètes, par exemple d'extension du mouvement qui commence à se développer dans les lycées, notamment en Seine-Saint-Denis. Un amendement, présenté par le SNPESpjj (protection judiciaire de la jeunesse) sur le recours à la grève a recueilli plus de 30%. Une motion de l'École émancipée SNESup, appelant au blocage de la réforme sur la formation des enseignants, a eu le même succès d'estime. Enfin, sur la question centrale des retraites, si la FSU réaffirme ses mandats (75% du traitement des six derniers mois, 60 ans et 37,5 annuités), l'appel du congrès à se mobiliser reste en deçà de ce que les enjeux nécessitent. Un congrès donc aux couleurs du temps: beaucoup de gris avec quelques petites éclaircies!

Monique Jean

## TOTAL LA PRESSION MONTE

L'avenir de la raffinerie des Flandres est un enjeu national pour le groupe et pour le pouvoir.

**JEUDI** 4 février, 2 000 personnes ont manifesté à Mardyck (Nord) pour exiger de la direction de Total la sauvegarde du site. Lors du Comité central d'entreprise du 1<sup>er</sup> février, celle-ci a annoncé le report des décisions à juin (après les élections régionales). Depuis le début de la crise économique, Sarkozy répète qu'il ne laissera pas disparaître les productions et les emplois indispensables à l'activité du pays, promettant d'imposer aux entreprises le maintien de l'emploi. On sait ce qu'il en est advenu à Grandrange ou chez Molex! Estrosi, ministre de l'Industrie, déclarait le 1<sup>er</sup> février qu'il «n'acceptera pas» la fermeture du site «tant qu'il n'y aura pas de garanties nécessaires sur la pérennité» des 800 emplois concernés. «Pour l'instant, nous n'avons pas d'engagement ferme et définitif de la part de Total et je le dis très clairement: le gouvernement sera ferme».

Enjeu majeur pour Total. Propriétaire de six raffineries en France employant environ 6 000 travailleurs, Total prend prétexte de la baisse de la demande pour réduire les activités de raffinage en France. La volonté du groupe est claire: raffiner dans les pays producteurs à moindre coût en matière de salaires et d'écologie. La fermeture du site de Dunkerque pourrait n'être que la première de la liste. 380 emplois directs et des centaines d'emplois de sous traitants vont disparaître. Toute la région sera frappée par l'aggravation de la misère.

Mais les enjeux pour les travailleurs vont bien au-delà de la région. Les luttes contre les licenciements ont, à ce jour, remporté peu de succès. Le scepticisme a gagné du terrain et même les équipes militantes combattives doutent de leur capacité à construire une mobilisation gagnante. Chez Total, l'intervention de l'État est suspecte. Les grandes opérations de restructuration ont commencé sous l'égide de l'État, avec la fusion Elf-Total. Nationalisation des pertes et des coûts de restructuration, privatisations des profits: voilà le bilan que tirent les salariés.

Seule la mobilisation générale dans le groupe et dans la région peut faire reculer Total. Vendredi 12 février, l'ensemble des entreprises du groupe et de la région Nord-Pas-de-Calais, à l'appel de la CGT et de Solidaires, manifesteront. Cette manifestation est le préambule à la généralisation de la grève à l'ensemble des sites Total de France appelée par l'intersyndicale CGT-SUD-CFDT-CGC-FO. Échéance d'autant plus importante qu'elle se prépare à «reprenre possession du site» à partir du lundi 17 février. Après Philips, les travailleurs peuvent faire la preuve qu'ils sont les seuls réellement indispensables pour faire tourner les usines, ici pour produire des téléviseurs, là pour raffiner du pétrole.

Robert Pelletier et Christine Poupin

## et aussi

**GRÈVE À CHÉRIOUX.** Les élèves et le personnel de la cité scolaire Chéroux de Vitry (Val-de-Marne) ont arrêté le travail suite aux violences du début de semaine. Cela fait des années qu'ils dénoncent le manque d'adultes, de surveillants ou assistants pédagogiques sur un site de près de 40 hectares où étudient 1 500 élèves de 11 à 20 ans (collège, LP, lycée). Il y a actuellement onze surveillants, ce nombre doit être multiplié par deux. Le rectorat propose trois postes supplémentaires d'assistants d'éducation (surveillants) et six médiateurs de vie scolaire (emplois hyper précaires). Le compte n'y est pas, la mobilisation continue! C'est la seule manière de répondre aujourd'hui aux situations dramatiques dans lesquelles se trouvent un bon nombre de collèges et lycées suite aux réductions de postes. Les enseignants doivent en outre se battre pour faire reconnaître leur droit au retrait, face au ministre de l'Éducation qui souhaite le faire passer pour une grève, afin de ne pas les payer. Le NPA de Vitry assure les enseignants de son soutien.

**TOUT UN PROGRAMME!** Le ministère de l'Éducation nationale «consulte» les enseignants de lycée sur les nouveaux programmes de seconde entre le 27 janvier et le 12 mars, dans le cadre de la réforme Chatel. Il propose un nouvel enseignement intitulé «méthodes et pratiques scientifiques» dit «d'exploration» qui sera réparti à raison d'une heure trente hebdomadaire entre la Science de la vie et de la terre, la physique-chimie et les maths. Dans ce cadre, on pourra proposer aux élèves deux ou trois thèmes de travail choisis parmi six proposés par le ministère. Parmi ceux-ci, on trouve un intitulé «sciences et cosmétologie» qui a pour objectif «d'aborder l'engagement scientifique dans la cosmétologie par l'étude de produits ou de techniques de soin et d'entretien du corps». Curieux lorsqu'on sait que le lobby de la cosmétologie est suffisamment puissant pour que ce qu'il produit échappe à l'obligation faite pour les produits chimiques de décliner leur composition et leurs dangers (fiche de donnée de sécurité)! Un

autre thème se nomme «science et investigation policière» dont «l'objectif est de montrer comment la science aide à déterminer les circonstances de l'événement sur lequel porte l'enquête et à identifier les auteurs»; il y est suggéré comme entrées possibles la balistique, les visées laser, les munitions... Avoir une activité d'apprentissage, de découverte de nouvelles notions et champs de la connaissance à partir de thèmes actuels ou sociétaux n'est pas contestable en soi, mais dans le choix des thèmes, nos grands pédagogues du ministère y vont vraiment fort! Les jeunes ont déjà les pubs incessantes sur les cosmétiques, les séries TV quotidiennes sur la police scientifique, et on va leur en resservir une couche au lycée! Il faut dire qu'en même temps l'enseignement des Sciences économiques et sociales va être dépouillé de la sociologie au profit de la microéconomie. C'est une véritable tentative de formatage des lycéens qu'est en train de nous concocter le ministère.





## ÉDUCATION LA GRÈVE DU 93 S'ÉTEND

Des professeurs et élèves de Seine-Saint-Denis sont en grève contre la suppression de postes d'enseignants. Un mouvement à élargir à l'échelle nationale.

**SUITE** à la grève de la fonction publique, jeudi 21 janvier, les enseignants des lycées Jean-Jaurès à Montreuil et Flora-Tristan à Noisy-le-Grand avaient décidé de se mettre en grève, dès le lundi 25. Le 1<sup>er</sup> février, les professeurs et élèves du collège et du lycée Henri-Wallon d'Aubervilliers se mettaient en grève illimitée et ont été rejoints, au cours de la semaine, par douze autres établissements (Aubervilliers, Pantin, Saint-Denis, Bobigny, Dugny, Drancy, Montreuil). Après s'être rassemblés à plus de 200 devant la mairie d'Aubervilliers, jeudi 4 février, les grévistes se sont retrouvés en assemblée générale et ont décidé d'amplifier le mouvement. Toute la semaine, des délégations des établissements en grève ont parcouru le secteur pour étendre la mobilisation. Résultat : mardi 9 février, plus d'une trentaine d'établissements du secondaire et de nombreuses écoles se déclaraient en grève et plus de 500 personnes se rassemblaient dans le froid devant la mairie de Saint-Denis. Signe du succès du mouvement, à l'AG des établissements qui s'est tenue dans la foulée, le Snes académique a proposé, pour jeudi 11 février, une journée de grève et une manifestation à Paris, de l'Odéon au ministère. Paris tenu pour les grévistes!

L'extension rapide du mouvement, soutenu par le Snes, la CGT Éducation, SUD, la CNT et la FCPE, montre l'ampleur d'un ras-le-bol aux nombreuses raisons : mauvaises conditions de travail et d'enseignement, classes surchargées, personnels non remplacés, précarité toujours plus grande, absence totale de formation pour les futurs enseignants, mise en place de la réforme Chatel, etc. Alors que le nombre d'élèves remonte, l'annonce de la suppression de 16 000 postes à la prochaine rentrée, s'ajoutant aux 80 000 postes supprimés depuis cinq ans, est au cœur du problème.

Si le mouvement reste encore localisé à la Seine-Saint-Denis, si la mobilisation est variable d'un établissement à l'autre, se greffant souvent sur des problèmes locaux, la colère est réelle et profonde. Il ne s'agit plus de se battre contre telle ou telle réforme, mais contre un système cohérent qui s'applique de la maternelle à l'Université et qui ne vise rien d'autre que la destruction du service public d'éducation.

Les enseignants entrés en résistance ont bien conscience que le pari de se lancer dans la lutte est périlleux mais aussi qu'ils n'ont plus rien à perdre. Ils espèrent que la prise de conscience de leurs collègues et la réactivité de leurs syndicats, dans un contexte électoral, pourra aboutir à un élargissement rapide du mouvement à l'échelle nationale. La stratégie syndicale de grève à répétition sans lendemain a montré ces dernières années son inefficacité et seul un mouvement tous ensemble et dans la durée peut permettre la victoire.

Anne Lafran

## HANDICAPÉS « AU BOULOT LES FAINÉANTS »

Le rapport Busnel, commandé par le gouvernement, propose une réforme de l'allocation aux adultes handicapés. Il vise à contraindre certains handicapés à accepter un travail précaire.



Paris, 29 mars 2008, manifestation des handicapés pour exiger un revenu d'existence à la hauteur du Smic brut. Le montant de l'AAH est aujourd'hui de 681 euros, celui du Smic brut de 1 343 euros. (PHOTO THÈQUE ROUGE/BABAR)

**S**ous prétexte d'améliorer leur « employabilité », le gouvernement souhaite étendre aux personnes handicapées la même logique que celle déjà appliquée aux chômeurs. 824 000 personnes, qui ne peuvent pas ou plus travailler, bénéficient de l'allocation adulte handicapé (AAH). Son montant maximum actuel est de 681,63 euros, soit 200 euros en dessous du seuil de pauvreté. Le rapport fait sous la direction du docteur Busnel et remis au gouvernement, propose une évaluation individualisée des handicapés basée sur la « motivation », les « compétences », les « capacités » et la « situation en environnement ». Il vise à justifier des diminutions de l'AAH en obligeant nombre de personnes handicapées à accepter les travaux les plus précaires. Il s'agit de

recupérer une partie des 25% de l'augmentation de l'AAH étalée sur cinq ans décidée par le gouvernement (de 621 euros à 776 euros à taux plein) en conditionnant l'octroi d'un complément de ressources à l'AAH - notamment la majoration pour vie autonome, qui concerne 130 000 personnes - à un parcours d'insertion professionnelle. Ce rapport viole les principes de la loi du 11 février 2005 sur le handicap. Par de multiples reports, le gouvernement cherche à diminuer au maximum les dépenses du handicap tout en distribuant des cadeaux aux employeurs en leur offrant une main-d'œuvre à bon marché. Le financement pour qu'une personne handicapée puisse se déplacer est plafonné à 200 euros par mois. À Paris, par exemple, le tarif de Paris accompagnement mobilité (PAM) pour le transport des personnes handicapées vers leur travail revient à 3,50 euros

l'aller, soit le double du prix d'un ticket de métro. En matière d'accessibilité, le gouvernement multiplie les dérogations. Ainsi, le syndicat des transports d'Île-de-France (STIF) en a obtenu une pour reculer de 2015 à 2018 la mise en accessibilité complète des gares de la grande couronne parisienne. Le plan personnalisé de compensation, plan individualisé qui permet de compenser le handicap avec des aides techniques et humaines, est devenu optionnel depuis décembre 2009. Certaines rémunérations des personnes handicapées travaillant dans des établissements ou services d'aide par le travail (Esat) n'atteignent que 55% du Smic. Les stages en entreprise sont rémunérés à la bonne volonté du patron (loi RSA). Par ailleurs, les handicapés subissent comme tous les autres les mesures restrictives du gouvernement concernant

la santé : augmentation du forfait hospitalier, des mutuelles complémentaires, fiscalisation des indemnités d'accident du travail, augmentation de la liste des produits non remboursés par la Sécurité sociale. Les handicapés souffrent d'un déficit de formation par rapport aux autres salariés. 80% des personnes handicapées pouvant travailler n'ont que le niveau BEP. Une partie des contributions financières payées par les entreprises qui ne respectent pas leurs obligations, pourtant légères, envers l'emploi de personnes handicapées (cotisations Agefiph) est utilisée pour cette formation. Or, le gouvernement, dans sa grande largesse vis-à-vis du patronat, vient d'autoriser les patrons à reporter de six mois le paiement de ces contributions.

**La commission handicap**

## et aussi

**QUAND LE FN S'INTÉRESSE AU NPA.** Un an et demi après l'expérience avortée du bimensuel *Le National*, et malgré les 8 millions de dettes du parti, les « mariniistes » disposent depuis la semaine dernière d'un « mensuel d'information des patriotes » : *Nations Presse Magazine*. Sous la houlette de Louis Aliot et de Jacques Vassieux (responsable à la « riposte Internet »), ce journal de 20 pages A4, en quadrichromie, est domicilié à la fédération du Tarn. Les cadres de VoxNR/Les Nôtres semblent y jouer un grand rôle : Roland Machefer est rédacteur en chef, Lionel Placet y est rédacteur et l'ombre de Christian Bouchet plane sur certaines pages « international ». Visiblement, le NPA est dans le collimateur du mensuel d'extrême droite : dans le n°0, une page est consacrée à sa presse et à ses débats. Dans le n°1, un quart du magazine est consacré à la gauche radicale et à l'ultra-gauche, dont près de la moitié concerne le NPA. Le NPA serait-il un des obstacles à l'implantation frontiste dans le monde du travail et les quartiers populaires ? Eh bien que Louis Aliot se rassure, il le restera.

**DÉTENUS GRAVEMENT MALADES.** Guy Englumen, 56 ans, est gravement malade du cœur. Il est incarcéré depuis le 13 janvier et risque de mourir en prison, son état nécessitant des soins médicaux et une surveillance constante. Deux expertises médicales concordantes ont établi que sa maladie était incompatible avec son maintien en prison. Selon la loi de 4 mars 2002, il devrait donc bénéficier d'une suspension de peine. Ce n'est pas ce qu'a pensé le juge d'application des peines pour qui « le pronostic vital de M. Englumen reste préoccupant mais n'est pas engagé dans des circonstances d'urgence ». Il y a pourtant urgence pour Guy Englumen et il n'est pas le seul dans ce cas. Peu de prisonniers gravement malades voient leur peine suspendue. Le gouvernement préfère maintenir des prisons surpeuplées et montrer, pour des raisons électorales, sa fermeté répressive. Nous devons exiger l'application de la loi qui donne le droit aux prisonniers gravement malades d'être soignés et de mourir, hors de la prison, dans la dignité.

**MÉDECINE DU TRAVAIL.** Le ministre du travail, Xavier Darcos, vient de proposer d'espacer « tous les trois ou quatre ans » les visites médicales du travail plutôt que tous les deux ans, comme actuellement. C'est une de ses propositions de « réforme » de la médecine du travail. Avant 2004, les visites médicales au travail avaient lieu tous les ans. Plus d'une personne par jour meurt d'un accident du travail (569 décès en 2008). À l'heure où, avec la recherche effrénée de gain de productivité, les conditions de travail se dégradent partout, dans les ateliers comme dans les bureaux, l'entretien des salariés avec un médecin du travail est de plus en plus nécessaire à la prévention. Ce n'est pas ce que souhaite Darcos, répondant en cela aux soucis du Medef qui refuse d'embaucher des médecins du travail en nombre suffisant. Plus grave, il cherche à remettre en cause l'indépendance des médecins du travail vis-à-vis des patrons. Pour que la médecine du travail soit un véritable service public indépendant, une pétition est à signer : <http://wp.non-mort-medecine-travail.net>



# Nos emplois, pas leurs profits!

**CONTINENTAL: UNE VRAIE VICTOIRE!** C'est le poing levé, avec un grand sourire recouvrant des larmes de joie et d'émotion à peine séchées, que Xavier Mathieu est sorti de la cour d'appel d'Amiens, vendredi 5 février. Bien sûr, la justice l'a condamné à payer 4 000 euros d'amende et ses camarades, 2 000 euros. Mais c'est bien un succès car la justice a renoncé à toute condamnation à des peines de prison, même avec sursis. Même si la relaxe est politiquement et même juridiquement complètement justifiée, c'est avant tout la solidarité, la rapport de forces, qu'ont su construire les Conti tout au long de leur combat, qui ont imposé cette décision. Espérons que l'État y regardera à deux fois avant de réclamer le remboursement des sommes prétendument nécessaires à la remise en état de la sous-préfecture. En tout cas, il doit savoir que la solidarité des travailleurs encore présente à Amiens vendredi ne fera pas défaut.

**LES CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE BIENTÔT À SEC?** À l'issue d'un comité d'entreprise du groupe STX, société coréenne propriétaire des chantiers à Saint-Nazaire, la direction a annoncé de nouvelles mesures de chômage partiel, qui atteindra 470 000 heures au total pour l'ensemble des salariés, soit presque un mois et demi d'inactivité. Alors que les carnets de commande sont presque vides et que le seul bâtiment qu'il reste à livrer est une commande militaire pour 2011, ces mesures laissent planer le doute quant à l'avenir des chantiers. Cela alors que la construction de navires à double coque par exemple est un véritable enjeu économique! Après les montages organisés par l'État au cours des deux dernières années, cette situation démontre que les travailleurs ne peuvent compter que sur leur propres forces pour sauver leur outil de travail et parvenir à trouver une véritable issue à la crise économique.

## De l'argent, il y en a!

20 dirigeants de grandes entreprises ont perçu près de 20 millions d'euros de plus-values grâce à la vente de leurs stock-options fin 2009. Les gros gagnants sont : Patrick Kron (PDG d'Alstom), avec 2,5 millions d'euros de gains, Xavier Huillard (PDG de Vinci), avec 2 millions et Gérard Lamarche (directeur financier de GDF-Suez). Ces impressionnants revenus s'ajoutent à leurs salaires, primes et retraites complémentaires. Vous avez dit crise?

## AUTO-ENTREPRENEURS TOUS PATRONS ?

*Le statut d'auto-entrepreneur, appliqué depuis 2009, devait être une mesure efficace pour lutter contre le chômage. La réalité est, comme toujours, bien plus cynique.*

**L**a loi de Modernisation de l'économie du 4 août 2008, applicable depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009, a créé un nouveau statut, celui d'auto-entrepreneur. Nouvelle vitrine du gouvernement contre le chômage, ce nouveau statut instaure une nouvelle précarité, une nouvelle auto-exploitation sans créer d'emplois. Tout le monde, d'après Hervé Novelli, secrétaire d'État au Commerce et aux PME, peut devenir auto-entrepreneur: «les salariés qui veulent un complément de revenu, les retraités qui veulent améliorer leur pension, les jeunes qui ont besoin d'un peu d'argent pour financer leurs études ou encore les chômeurs, pour qui il pourra s'agir d'une chance de rebondir». Il suffit de quelques minutes et quelques clics sur internet pour s'inscrire et commencer une activité libérale, même minime, avec quelques avantages fiscaux (pas de taxe professionnelle, pas de TVA, peu de paperasse administrative...). C'est sûr, le statut d'auto-entrepreneur fait un tabac. L'an dernier, la moitié des 580 000 créateurs d'entreprise français l'ont choisi, notamment de nouveaux chômeurs. Un privé d'emploi devenu auto-entrepreneur conserve ses allocations chômage pendant au plus quinze mois mais ces dernières sont réduites s'il réalise des recettes comme entrepreneur. Mais, dans ce cas, il devient chômeur avec activité réduite, et quitte donc la catégorie A, faisant ainsi baisser le taux de chômage. Derrière ce succès, se cachent une nouvelle précarité et un moyen légal de contourner le droit du travail. Pour ne plus prendre de risque, certaines entreprises ne proposent plus de contrat de travail (CDI ou CDD) mais aident désormais les salariés à se mettre à leur compte et leur faire exécuter

comme sous-traitant le même travail qu'avant. Pour un patron, c'est tout bénéf: le nouvel «entrepreneur» ne compte plus ses heures, et son ancien employeur devenu donneur d'ordres échappe aux obligations légales en matière de temps de travail, de repos, de congés, de salaire minimum. Il gagne sur tous les tableaux et le jour où l'activité baisse, il n'a pas de problème de licenciement. Installé à son compte, l'ancien salarié perd toutes les garanties attachées au contrat de travail, notamment le droit aux allocations chômage, aux congés payés et aux congés maternité. Pour de nombreux patrons, ce nouveau statut est devenu un nouvel outil d'ajustement pour accroître ses profits. Notons également que selon les premiers résultats de l'Observatoire des auto-entrepreneurs, 65% d'entre eux gagneraient en moyenne 775 euros par mois... Officiellement, l'instauration de ce statut était aussi un moyen de créer des emplois mais la grande majorité de ces auto-entrepreneurs n'ayant pas de salarié, l'impact sur l'emploi est nul. C'est donc bel et bien un mirage. Avec cette mesure, le gouvernement Fillon a encore fait un cadeau au patronat. C'est une réponse à la rengaine préférée du Medef, la fameuse rigidité du marché et des contrats de travail. Rigidité du travail telle que, selon les statistiques de l'Urssaf, 60% des embauches en 2008 se sont faites en contrat à durée déterminée (CDD) de moins d'un mois! En fait, le statut d'auto-entrepreneur fait partie intégrante de la stratégie mise en place depuis plus de 30 ans par les gouvernements de droite comme de gauche de casse du statut salarial, de précarisation du travail et de rejet de la charge sur les individus eux-mêmes.

**Sandra Demarcq**



Les auto-entrepreneurs viennent s'ajouter aux catégories de précaires. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/TAOUS)

## ENTREPRISES LE MASSACRE CONTINUE

**DEPUIS** quelques semaines, le gouvernement et la grande presse tentent de nous convaincre que la crise, c'est fini. Ces braves gens discutent de retour de la croissance et les entreprises annoncent des bénéfices et des profits pour 2009, parfois plus importants qu'avant la crise, même, sans gêne ni honte, dans l'automobile. Ils osent même annoncer une baisse du chômage. La sortie des statistiques, l'arrivée en fin de droits de milliers de privés d'emploi ne sont évidemment que des moyens technocratiques pour faire croire que le gouvernement n'est pas inactif. En réalité, la purge et la saignée continuent. Pas une journée sans qu'une fermeture de site ou un plan de licenciement ne soit annoncé. Tous les secteurs, toutes les branches sont touchés: Total, Alcatel, Marionnaud, Sanofi, Altis, Delphi, Altran, Thalès, Visteon, ce sont dans chacune de ces grosses entreprises des centaines d'emplois supprimés. Dans le même temps, des dizaines de très petites entreprises ou PME sont liquidées, soit parce qu'elles sont sous la coupe directe de grands groupes, soit parce qu'elles dépendent de l'activité de zones d'emplois sinistrées. Dans le seul secteur des équipementiers de l'automobile, 35 000 emplois ont été supprimés en 2009 et 40 000 à 50 000 suppressions sont prévues d'ici 2011. Des suppressions d'emplois vont ou risquent d'être effectives dans les mois qui viennent à Philips, Freescale, Ford, Molex... Pendant ce temps, le gouvernement n'est pas en reste, engageant lui-même des milliers de suppressions de postes dans l'éducation nationale ou dans les hôpitaux. Cette politique n'a pas seulement pour résultat de jeter des dizaines de milliers de travailleurs dans la misère. Les directions d'entreprises profitent de la situation pour accroître la productivité: la sortie de milliers d'intérimaires, de contrats précaires, de sous-traitants «sur place» se traduit par une augmentation des charges de travail sur les chaînes, dans les ateliers, dans les bureaux, dégradant la santé et la sécurité au travail. Face à cette agression sauvage du monde du travail, les ripostes sont difficiles. Le scepticisme sur les possibilités de maintenir l'emploi s'est développé au vu des rares succès de ces derniers mois. Beaucoup de luttes démarrent pour des Plans de sauvegarde de l'emploi ou des primes exceptionnelles. Seules des victoires, même partielles, et la coordination voire la centralisation des luttes pourra changer le rapport de forces et imposer le maintien de l'emploi.

**Robert Pelletier**





# TOUT CHANGER



(PHOTO THÉÂTRE ROUGE/JMB)

**EN ÎLE-DE-FRANCE**, tous les militants et toutes les militantes des comités sont désormais mobilisés pour les élections. Olivier Besancenot, tête de liste régionale, a donné le coup d'envoi de la campagne dimanche dernier, à la Bourse du travail de Saint-Denis, aux côtés des huit têtes de liste départementales. Anne Leclerc pour Paris, Catherine Billard pour la Seine-Saint-Denis, Bila Traoré pour le Val-de-Marne, Omar Slaouti pour le Val-d'Oise, Fabienne Lauret pour les Yvelines, Francis Couvidat pour l'Essonne, Coralie Wawrzyniak pour la Seine-et-Marne et Armelle Pertus pour les Hauts-de-Seine se sont suc-

cédé à la tribune pour présenter les enjeux politiques et les thèmes de campagne du NPA. La banderole sur la gratuité des transports, déployée le 29 janvier dans la gare d'Argenteuil par Olivier Besancenot et Omar Slaouti, donnait déjà le ton... Ce sera au plus près des Franciliens que les militants mèneront la campagne, avec des actions symboliques déroulant nos revendications. Au salon des auto-entrepreneurs à la Porte Maillot, nos militants ont lancé un millier de faux billets de 500 euros estampillés «marché public» pour rappeler à toutes et à tous que l'argent public doit revenir aux services publics et

non pas aux entreprises. Le NPA et ses candidats soutiendront toutes les actions pour les droits sociaux et démocratiques. Aux côtés des travailleurs sans papiers en lutte pour leur régularisation et de ceux qui souffrent au quotidien, nous défendrons des mesures d'urgence contre le chômage, la précarité et la misère. Les départements franciliens sont déjà prêts à porter haut et fort la revendication d'un changement de cap radical, en commençant par appliquer un principe simple: l'argent public doit aller exclusivement aux services publics. Face à un projet de «Grand Paris» mégalomane, nous oppose-

rons dans chaque département, dans chaque ville, dans chaque quartier une meilleure répartition des richesses et des transports gratuits pour tous. Durant ces quelques semaines mais aussi au-delà des élections, les militants et militantes du NPA défendront ceux et celles qui subissent la crise économique, financière, écologique et sociale, bref la crise du capitalisme, par le biais d'actions et de mobilisations. Le point d'orgue de cette campagne, ce sera le 10 mars à la Mutualité pour le meeting régional.

## agenda

**LUNDI 15 FÉVRIER, TRAPPES.** Meeting avec Olivier Besancenot, Fabienne Lauret et les candidats des Yvelines. RV à 20 heures salle Jean-Baptiste-Clément, rue des Anciens Combattants.

**MARDI 16 FÉVRIER, PANTIN.** Meeting avec Olivier Besancenot et Cathy Billard. RV à 20 heures, centre de loisirs Les Gavroches, 12, rue Scandicci, Métro Hoche ou Porte-de-Pantin.

**MERCREDI 17 FÉVRIER, CHOISY-LE-ROI.** Meeting avec Olivier Besancenot et Bila Traoré. RV à 20 heures, Bourse du travail, 27, boulevard des Alliés, RER C.

**JEUDI 18 FÉVRIER, NANTERRE.** Meeting avec Olivier Besancenot et Armelle Pertus. RV à 20 heures, Salle Berthelot, 2, allée du Colonel Fabien, RER Nanterre Université.

**VENDREDI 19 FÉVRIER, GARGES-LES-GONESSE.** Meeting avec Olivier Besancenot et Omar Slaouti. École Romain-Rolland.

**MERCREDI 24 FÉVRIER, BEAUVAIS.** Réunion publique avec Sylvain Desbureaux et Patrice Daniel. RV à 19h30, ancienne mairie, Voisinlieu, rue de Paris.

**MERCREDI 24 FÉVRIER, LE HAVRE.** Meeting à 20 heures, salle Cassin.

**JEUDI 25 FÉVRIER, BOURGES.** RV à 19h30 au Moulin de la Voiselle, 5, boulevard de Chanzy.

**VENDREDI 26 FÉVRIER, DREUX.** Rejoignez-nous à 18 heures salle du foyer Saint Jean, 17, rue Saint-Jean.

**JEUDI 4 MARS, EVRY.** Meeting avec Olivier Besancenot et Francis Couvidat.

**SAMEDI 6 MARS, SAVIGNY-LE-TEMPLE.** Meeting avec Olivier Besancenot et Coralie Wawrzyniak.



## Pays de la Loire

**AVEC SEULEMENT** une semaine de préparation, le meeting de lancement de campagne pour les régionales a fait salle comble. Plus de 400 militants du département se sont rassemblés, notamment des lycéens, des militants politiques et des syndicalistes. Celles et ceux de Saint-Nazaire ont fait le déplacement en force, il y avait une véritable tonalité ouvrière dans ce meeting, accentuée par un premier appel des travailleurs de l'énergie (GRDF) à construire un comité de soutien pour mener campagne. Après une introduction de Marc Gicquel (PG, tête de liste régionale) et de Laurette Chesnais (NPA, tête de liste 44), la parole a été donnée à la salle. Durant deux heures, les interventions se sont succédées avec un même constat: la crise va augmenter les difficultés de la majorité des gens, et la politique de la région dirigée par Jacques Auxiette (PS) ne

permettra pas de trouver des solutions. L'exemple le plus frappant est celui des chantiers navals de Saint-Nazaire, privatisés par un certain ministre Sarkozy. Aujourd'hui, le carnet de commandes des chantiers est vide et ce n'est pas les quelques subventions que la région va accorder qui permettront de changer ça: ainsi, les militants du NPA se sont exprimés pour mener la bataille sur la question de la nationalisation de cette entreprise, avec l'implication et le contrôle des travailleurs, pour enfin sortir de la crise. Les interventions du NPA ont marqué ce meeting: contre la répression et pour une vraie politique au service de la jeunesse, pour construire une alliance électorale antiraciste et anti-discriminations, contre la réforme Bachelot des hôpitaux, pour la régularisation de tous les sans-papiers et le droit de vote de tous les résidents.

### RIPOSTE UNITAIRE!

Depuis maintenant plusieurs mois a été engagé un processus de discussion au sein de la gauche radicale de la région, permettant d'arriver à l'unité la plus large pour ces régionales. L'accord finalisé le 31 janvier rassemble le Front de gauche (PCF, PG, GU), le NPA, les Alternatifs et la FASE. Il s'agit d'un accord politique qui, s'il ne tranche pas la question

de la participation aux exécutifs, se base sur un vrai programme de rupture: interdiction des licenciements, augmentation du Smic à 1500 euros nets, 300 euros supplémentaires pour tous, un grand service public bancaire et financier, sortie du nucléaire, refus de la construction d'un deuxième aéroport à Notre-Dame-des-Landes, allocation d'autonomie pour les jeunes et gratuité des transports pour les jeunes et les précaires, régularisation de tous les sans-papiers et droit de vote pour tous les résidents.

### CONSTRUIRE UNE DYNAMIQUE POPULAIRE...

Pour le rassemblement Tous Ensemble La gauche vraiment, l'enjeu est maintenant de construire largement des comités de soutien. L'objectif est de proposer à beaucoup de sympathisants de militer avec nous et de construire cette campagne politique. Pour mettre en application ce programme, il ne suffira pas de gagner les élections, mais bel et bien d'être capables de construire une dynamique militante et des mouvements sociaux, qui seuls pourront augmenter le rapport de forces des jeunes et des travailleurs, qui seuls pourront faire payer la crise à ceux qui en sont responsables. L'enjeu est également pour le NPA de convaincre ses partenaires de construire une opposition vraiment de gauche à la gestion sociale-libérale des Pays de la Loire, et ainsi de continuer les batailles à l'intérieur des institutions. La gauche radicale sera-t-elle capable de relever le défi et d'être un outil de soutien aux mobilisations? C'est dans ce sens que le NPA s'engage, pour que l'unité permette de donner confiance aux jeunes et aux travailleurs dans leurs propres forces considérables.



les 2010

## RIEN LÂCHER!



**PREMIER ESSAI** transformé pour Laurence de Bouard et la liste «Vraiment à gauche» en Bretagne. Plus de 500 sympathisants et militants se sont massés samedi 30 janvier aux Halles de Carhaix à l'appel du NPA 29. Un public fourni a donc fait de cette 7<sup>e</sup> édition du «Bruit et de l'odeur» un succès populaire de bon augure pour le lancement de la campagne des élections régionales.

Sur une table, magazines et revues militantes se disputent l'attention des jeunes militants. *Ça te passera avec l'âge*, annonce en gros titre noir, la couverture du dernier bouquin d'Alain Krivine.

À la tribune, la sono bat le rappel. «*Degemer mat e Breizh. Degemer mat e Karaez/ Bienvenu en Bretagne. Bienvenu à Carhaix*», lance en breton le militant NPA Cedrig Laur. Chaque région française possède ses coutumes, ses traditions, son histoire, et pour certaines d'entre elles sa propre langue. Si notre désir internationaliste de changer le monde est certainement l'essence de notre combat, il passe sans aucun doute par le respect des cultures, des langues minoritaires, qu'elles soient de Nantes, de Bastia, de Barcelone ou de La Paz.

Il était impossible d'ouvrir cette 7<sup>e</sup> édition de la fête du «Bruit et de l'odeur» sans un hommage, sans une pensée pour trois camarades qui nous ont quitté récemment. Il y a tout juste un mois, c'était Jean l'Hostis, leader de la CGT locale alors syndicat unique, puis André Fichaut, à l'âge de 82 ans. Pour nous militant-e-s du NPA, il était un exemple de fidélité à la cause révolutionnaire. Cruelle loi des séries, nous apprenions, il y a une quinzaine de jours, la disparition de Daniel Bensaïd, membre fondateur de la LCR. Daniel après André, c'est un autre passeur d'idées qui s'en va. L'hommage à ces trois grands hommes a été ponctué par une minute d'intenses applaudissements.

Puis, Louis Le Pape (membre du conseil politique national et candidat sur la liste «Vraiment à Gauche») a fait le point sur le cheminement et le travail effectué pour déboucher sur l'unité la plus grande à la gauche du PS. Cette prise de parole ayant servi de «mise au point» sur les incohérences de certains partenaires qui changeaient d'interlocuteurs comme d'avis à chaque rencontre.

Xavier Courtaud, membre du Parti de gauche et tête de liste pour les Côtes-d'Armor, s'est exprimé sur les formations professionnelles et la responsabilité de la région dans ce domaine. Puis ce fut au tour de Jean-Marie Robert, membre des Objecteurs de croissance et tête de liste en Morbihan, de dénoncer avec force le projet de construction d'un nouvel aéroport sur le site de Notre-Dames-Landes. Très attendue, Laurence de Bouard pris la parole pour brosser un bilan alarmant de la présidence socialiste dans la région Bretagne: transports, écologie, formations... Tant de décisions contestées auxquelles Laurence a apporté des réponses et solutions parallèles.

Pour clôturer les débats Myriam Martin, membre du comité exécutif du NPA, a fait le point sur la situation nationale, sur les luttes qui s'amplifient aux quatre coins de l'hexagone. Un discours offensif, déterminé, ne laissant place à aucune forme de résignation. À l'heure où le PCF en Bretagne joue la caravane du PS en s'alliant à lui dès le premier tour, le discours de notre camarade Myriam fit mouche, déclenchant une longue salve d'applaudissements.

La soirée se prolongea par un repas et des concerts. Coup d'envoi de la campagne réussi en Bretagne mais comme on aime à le rappeler, «*Ce n'est qu'un début, continuons le combat*».

**JEUDI 4 FÉVRIER**, près de 500 personnes ont assisté au meeting de lancement de campagne du NPA Picardie.

Sylvain Desbureaux, tête de liste régionale et de la Somme, a ouvert les hostilités contre la politique capitaliste menée par le gouvernement et accompagnée par les conseils régionaux majoritairement PS-PC-Verts. La Picardie, «*terre d'ouvriers, d'ouvrières et d'exploité-e-s*», est une des régions les plus touchées par le chômage et les conséquences de la crise. Valeo, Bonduelle, Auchan, Carrefour, sont autant d'entreprises qui licencient malgré des profits colossaux. La gauche au pouvoir aurait pu demander des comptes à ces entreprises qui ont profité de l'argent public, bien avant la crise. Mais les travailleurs ont souvent dû compter sur eux-mêmes: Continental, Goodyear, les sans-papiers de Creil, sont des luttes qui méritent le soutien de tous. Contre des élus qui, au mieux, se disent impuissants face à ces situations, Sylvain préconise d'arrêter «*de voter pour des gens qui ne peuvent rien*».

Patrice Daniel, cheminot retraité et tête de liste de l'Oise, a expliqué l'orientation libérale de la SNCF depuis ces 30 dernières années et ses conséquences sur le service rendu au public. La gratuité des transports publics n'est pas une illusion. Cela ne représente que 2,5 milliards d'euros à l'échelle de la France. L'argent public gaspillé chaque année peut largement financer cette mesure par une meilleure répartition des richesses.

En termes de gaspillage de l'argent public, Jean-Luc Belpaume en connaît un rayon. Conseiller régional sortant, il a énuméré les sommes perçues par certains élus régionaux qui confondent indemnités, remboursements et salaires... On comprend mieux le décalage entre le peuple et ses représentants. Grâce au

contrôle des élus par la population et le refus du cumul des mandats, on éviterait bien des dérives et cet argent permettrait, par exemple, de titulariser des employés à statut précaire au sein même de certaines collectivités.

Françoise Maréchal, militante écologiste et candidate pour la Somme, nous a mis en garde contre la construction d'un nouveau réacteur nucléaire à Penly, à 80 km d'Amiens. Ce réacteur, aussi dangereux et inutile que ses prédécesseurs, ralentit toujours plus le choix d'une politique écologique. «*Les solutions passent, dans un premier temps, par la sobriété écologique, puis par une politique d'isolation des logements*». Les régions doivent aussi voter «*des subventions à l'agriculture picarde biologique*». Ces mesures rejoignent la gratuité des transports publics, alliant urgence écologique et sociale.

Les services publics étaient au cœur de ce meeting: transports collectifs gratuits, service public de la formation professionnelle, défense de l'enseignement public, création d'une régie régionale publique de l'eau, retour aux services publics de l'énergie, service régional du logement social, fonds régional de solidarité avec les travailleurs en lutte.

Olivier Besancenot a conclu la soirée en revenant sur les luttes à mener, notamment pour défendre les retraites. Le PS n'était décidément pas à la fête, après la résignation non assumée de Martine Aubry, qui «*capitule avant même que le combat ait lieu*».

Un seul regret pour cette soirée: l'absence de débat avec le public, finalement annulé faute de temps. Mais tous les intervenants étaient au diapason: le système ne bougera pas sans une mobilisation populaire massive. Il n'y a pas de miracle, si l'on veut tout changer, il ne faut rien lâcher.





## DÉCLARATION DU COMITÉ EXÉCUTIF

**EN MÊME** temps que le gouvernement approfondit sa politique anti-sociale, multiplie les expulsions de sans-papiers, le pouvoir cible le NPA dans le cadre du débat sur l'identité nationale.

Le NPA est confronté à une campagne politico-médiatique autour d'une de ses 2000 candidat-e-s aux régionales, Ilhem Moussaïd, qui porte un foulard, quatrième de la liste NPA-Alternatifs du Vaucluse (Paca) dont la tête de liste départementale est Jacques Hauy. Contrairement à ce que certains ont laissé entendre, il ne s'agit en rien d'un « coup politique et médiatique » orchestré par la direction du NPA mais bien une décision prise dans le Vaucluse. Une minorité de membres du NPA de ce département s'y est opposée. La décision prise par les camarades du Vaucluse ne peut faire office de position pour l'ensemble du NPA, puisqu'il n'a pu en discuter avant à quelque niveau que ce soit.

Notre camarade Ilhem Moussaïd est membre du NPA et, à ce titre, peut postuler à la candidature au même titre que les autres membres de notre parti. Une majorité de camarades du Vaucluse a décidé d'acter cette candidature. Quoique l'on pense de cette décision, celle-ci est statutaire. Nous assurons la liste NPA-Alternatifs, l'ensemble des ses candidates et candidats, de notre solidarité dans ce moment difficile.

Ilhem porte un foulard (et pas une burqa comme on a pu l'entendre ou le lire). Elle n'y voit pas de contradiction avec les principes fondateurs dont la dimension féministe et laïque constitue une des clés de voûte, et affirme son attachement à ces valeurs ainsi qu'à l'ensemble des principes fondateurs du NPA.

Le foulard est non seulement un symbole religieux visible mais il est également un instrument de soumission des femmes utilisé sous diverses formes et à diverses époques par les trois monothéismes même si Ilhem ne le vit pas comme tel, et elle n'est pas la seule dans la société.

L'annonce de la candidature d'Ilhem Moussaïd a suscité de nombreuses réactions. Toutes ne sont pas de même nature. Les critiques et désaccords formulés, à l'intérieur du NPA ou par des mouvements ou des militant-e-s du mouvement social et du mouvement féministe sont autant d'arguments qui alimentent la discussion et le débat va continuer.

En revanche, nous dénonçons le flot haineux et hypocrite provenant de l'extrême droite, de l'UMP, ou du PS voire du PG et du PCF. On les entend moins quand le président de la République se jette dans les bras du pape, se signe de la croix en voyage officiel, ou quand Boutin brandit la Bible à l'Assemblée. Les partis institutionnels financent par millions les lycées privés confessionnels, notamment catholiques. Quant au PCF, il ferait mieux d'être plus prudent, lui qui, aux côtés du PS, a accepté sur ses listes une candidate qui portait le foulard pendant la campagne et continue de le porter au sein du conseil municipal d'Échirolles (Isère) où elle siège.

Au sein du NPA, le CE confirme que le débat sur « religion et émancipations », prévu avant cette campagne politico-médiatique, aura lieu. Le débat interne qui nous traverse est un débat public. La décision prise dans le Vaucluse ne crée aucune « jurisprudence » en la matière. Le congrès du NPA est souverain.

L'heure est d'abord et avant tout à la campagne derrière les listes que nous présentons ou soutenons, une campagne pour faire entendre notre véritable spécificité, celle d'une gauche anticapitaliste, antiraciste, écologiste, internationaliste, féministe, qui a toujours été solidaire des femmes qui résistent à ceux qui veulent leur imposer le voile.

Adopté à l'unanimité des présents, moins une abstention, le 8/2/2010

**AVEC UNE MINORITÉ DE CAMARADES**, nous n'avons pas voté pour la présence sur la liste du NPA d'une candidate affichant une appartenance religieuse. Nous avons néanmoins respecté la décision majoritaire prise dans notre département. Mais nous estimons que l'apparition publique de notre parti doit se centrer sur son message politique et humaniste, et les convictions religieuses demeurer dans la sphère privée. Même si des camarades ont une interprétation progressiste de leur foi, que nous saluons, il n'empêche que les systèmes religieux demeurent de terribles instruments d'oppression sur les femmes, la jeunesse, les homosexuel/les, les dominés en général. En porter les signes au nom de notre parti, c'est créer une ambiguïté qui nous semble inopportune. Ce débat traverse toute notre histoire, nous le poursuivrons sereinement au sein du NPA.  
3 février 2010. Dominique Gaubert - Jean-Luc Romero

**COMMUNIQUÉ DU NPA 84.** Le choix du NPA du Vaucluse, après un débat sérieux et complexe, a été d'inclure sur ses listes une de ses

*L'annonce de la candidature d'Ilhem Moussaïd a précipité une tourmente médiatique. Il ne s'agit pas évidemment ici de confondre, de quelque façon que ce soit, les charges violentes d'une grande partie de la classe politique avec les arguments qu'échangent militantes et militants du NPA, du mouvement social et féministe.*

**S**ans surprise, l'affaire autour d'Ilhem a révélé les incompétences ou le manque d'objectivité de certains médias. Quand une radio de grande audience

annonce que le NPA a fait le choix de présenter aux élections une « intégriste musulmane portant la burqa », on n'est plus dans l'info mais bien dans l'intox. Quoique l'on pense de sa candidature, il vaut mieux partir de la réalité. Ilhem porte un foulard et pas une burqa. Elle marque sa croyance religieuse, mais elle proclame son accord avec les principes fondateurs du NPA basés sur l'anticapitalisme, l'antiracisme, le féministe et la laïcité. Rien à voir avec l'intégrisme. Les mêmes savent faire preuve de plus de nuance en faisant la différence entre Gaillot et Benoît XVI quand il s'agit des cathos. Relayée par exemple par un Mélenchon mal inspiré, la thèse du « coup politique » a connu un certain succès. En réalité, la direction du NPA a été obligée de gérer dans l'urgence le contre-coup d'une secousse dont l'épicentre est localisé dans le Vaucluse. C'est le *Figaro*, relayé par tous les médias, qui a fait le choix de braquer les projecteurs sur une de nos 2000 candidat-e-s. Les porte flingue de Sarkozy n'y sont pas allés de main morte. Ne concevant la communication politique que comme de la manipulation, Xavier Bertrand y a logiquement vu... la manip chez Olivier Besancenot. Nadine Morano a dénoncé « un coup médiatique contre les valeurs de la République ». Valeurs de la République auxquelles elle attribue tout de même un sens particulier quand tout récemment elle exhortait les « musulmans à enlever leur casquette », participant d'un climat islamophobe et raciste détestable. Le gouvernement est un expert en manipulations de toutes sortes. Le dé-



Septembre 2008, Sarkozy reçoit le pape à l'Élysée. (REUTERS/JACKY NAEGELEN)

bat nauséabond sur l'identité nationale dont l'un des buts est de faire oublier le chômage, les licenciements, la crise écologique en est un exemple.

Pas de problème en revanche quand le chef de la meute, à la fois président de la République et chanoine de Latran, reçoit le Pape en grande pompe et lui tombe dans les bras ou quand il se signe en public dans le cadre d'un voyage officiel. Pas de problème non plus quand la très bigote et homophobe Boutin brandit la Bible à l'Assemblée nationale.

PS et PCF ne sont pas en reste. La socialiste Aurélie Filipetti nous invite à relire Marx. Ce ne serait pas mal qu'elle ne se contente pas de le feuilleter mais qu'elle le lise entièrement, ce qui lui permettrait de comprendre à la fois les causes profondes de la crise majeure du capitalisme et l'insipidité des réponses du PS. Il faut par ailleurs rendre à Marx, ce qui est à Marx. Très utilisée, la citation « la

religion est l'opium du peuple » est tronquée. En réalité, celui-ci disait : « La détresse religieuse est, pour une part, l'expression de la détresse réelle et, pour une autre, la protestation contre la détresse réelle. La religion est le soupir de la créature opprimée, l'âme d'un monde sans cœur, comme elle est l'esprit de conditions sociales d'où l'esprit est exclu. Elle est l'opium du peuple. (...) L'abolition de la religion en tant que bonheur illusoire du peuple est l'exigence que formule son bonheur réel. Exiger qu'il renonce aux illusions sur sa situation c'est exiger qu'il renonce à une situation qui a besoin d'illusions ». On voit que l'idée est un brin plus sophistiquée.

Mais sur la question de la laïcité, on croit rêver ! N'est-ce pas le Parti socialiste qui a subventionné main dans la main avec le droite à coups de millions d'euros les écoles privées confessionnelles, notamment catholiques ? Faussement désintéressé, Pierre

Laurent, le futur numéro 1 du PCF a déclaré ne pas vouloir se « mêler des affaires internes du NPA », mais pour ajouter immédiatement que les féministes de notre parti « ont sans doute dû être désarçonnées par ce type d'utilisation ». Peut être faut-il y voir la marque de l'expérience quand on sait qu'à Échirolles (Isère) siège, pour le compte du PCF, une élue portant le foulard. Quant à Martine Aubry, elle ferait bien elle aussi d'être plus prudente car à Échirolles, il s'agit d'une majorité municipale d'union de la gauche et à Creil (Oise), c'est une élue socialiste qui est concernée. Vont-ils demander leur démission ?

Au bout du compte, nous prenons la mesure de l'ensemble de ces attaques sans toutefois nous vivre comme une citadelle assiégée. Le NPA y fait face ensemble, tout en assumant un débat approfondi, aussi nécessaire que public.

**Fred Borrás**

membres, militante féministe, anticapitaliste, internationaliste qui estime devoir porter le voile en raison de ses convictions religieuses. Notre parti accueille des jeunes, chômeurs, précaires, salariés de tous horizons qui se reconnaissent dans ses idéaux. La foi est une question privée qui ne saurait faire obstacle à la participation à notre combat dès lors que les fondamentaux laïques, féministes et anticapitalistes de notre parti sont sincèrement partagés.

**PROFESSION DE FOI ÉLECTORALE DE ILHEM MOUSSAÏD.** Face à un système capitaliste mondial qui enrichit 20% de personnes au détriment des autres 80%, qui maintient un tiers de la population sous le seuil de pauvreté et qui ne permet pas à un quart de la planète d'accéder à l'eau potable ; face à un système capitaliste mondial qui met en péril l'équilibre de la planète ; l'augmentation de la température, la fonte des glaces, la disparition de nos espèces animales, végétales, minérales et qui épuise nos ressources minières, forestières, énergétiques ; nous devons réagir et inventer

tous et toutes un autre système où les enfants étudieraient au lieu de travailler, où les employées ne se suicideraient pas à cause de la pression des patrons, où des personnes ne dormiraient pas dehors alors qu'il y a des milliers d'appartements, d'immeubles vides, où l'argent ne serait pas roi. C'est dans cette optique que je me suis engagée au NPA et que je présente ma candidature sur la liste des régionales. La gratuité des transports publics, la formation des jeunes, la récupération des subventions publiques accordées aux entreprises qui licencient alors qu'elles font des bénéfices, le développement du tissu associatif et non du clientélisme, la création d'emplois, de logements, autant de sujets qui me tiennent à cœur et qui fondent mon engagement. Née à Avignon, âgée de 21 ans, militante féministe, internationaliste et anticapitaliste, je lutte contre les discriminations, le racisme dans les quartiers populaires, contre l'apartheid et l'injustice en Palestine, j'espère apporter à Avignon, au Vaucluse et à la région ma pierre pour un nouvel ordre dominant, la liberté, la paix, la justice, le respect, la tolérance et la fraternité.





## ALLEMAGNE DRESDE ANTIFASCISTE

*Pour empêcher les néonazis de parader à Dresde, le jour anniversaire du bombardement de cette ville, des organisations antifascistes préparent une contre-manifestation.*

**L**e 13 février, comme tous les ans, les néonazis vont se rassembler afin de commémorer le bombardement allié sur Dresde, en 1945. Ce bombardement, qui a rasé la ville et provoqué au moins plusieurs dizaines de milliers de morts, est utilisé aujourd'hui par l'extrême droite pour relativiser l'extermination des juifs d'Europe et inverser la problématique bourreau-victime. Comme si se découvrir victime effaçait le fait qu'on puisse avoir été aussi bourreau. Nombreux sont celles et ceux qui voudraient pouvoir réinscrire l'Allemagne comme une nation normale où chacun pourrait être à nouveau fier d'être Allemand, réactivant par là même un nationalisme sous couvert de normalité. Or, ce que rappelle justement la gauche radicale allemande, c'est qu'il n'est pas question de culpabilité mais de poser politiquement la question des éléments culturels pouvant potentiellement amener à ce que l'horreur se répète. Et, justement, à l'occasion de cette commémoration, des éléments inquiétants se mettent en place. Premièrement, le fait que des milliers de néonazis se rassemblent et puissent défilé publiquement. En plus du symbole politique affirmant la force et la dynamique de ce mouvement, ce sera concrètement dangereux pour tous les non blancs qui seront en ville ce jour-là, ainsi que pour toutes les personnes adoptant un code vestimentaire «de gauche». Selon la police, près de 1042 actes de violences ont été perpétrés en 2009 par l'extrême droite, soit pas loin de trois par jour, et il ne s'agit que des violences déclarées et reconnues comme telles. Deuxièmement, la réaction des autorités allemandes laisse à désirer. Face à la perspective de voir leur centre-ville se



transformer en aire de jeux pour fascistes, une coalition Dresden Nazifrei («Dresde, ville sans nazis»), s'est formée afin d'appeler à une grande contre-manifestation dans le but de bloquer celle des nazis. Des associations, des groupes antifascistes et politiques, des syndicats, des partis (Die Linke, les Verts, etc.) en font partie. Mais, à leur grande surprise, ce sont eux qui se retrouvent dans le collimateur de la justice. On leur reproche d'appeler publiquement à bloquer une manifestation autorisée, de compromettre la démocratie et d'appeler à des violences. Des perquisitions ont eu lieu, le 19 janvier, dans les bureaux de Die Linke à Dresde et dans un local d'information berlinois «Red-stuff-Shop». Cette tentative d'intimidation s'inscrit dans le cadre d'une tendance inquiétante de l'appareil d'État allemand qui agite le spectre des figures terroristes de gauche, fabriquées avec les fantômes de la Fraction armée rouge (RAF) et les logiques sécuritaires à la mode. Des rapports officiels sur une nouvelle menace de gauche et des articles de presse sur les «dangereux gauchistes» se multiplient. Politiquement, cela a pour effet de renvoyer dos à dos la gauche radicale et les néonazis, offrant au gouverne-



ment, l'image rassurante d'un pouvoir bourgeois modéré à même de protéger les citoyens. À court terme cependant, les effets de cette répression sont positifs: la mobilisation pour Dresde s'est renforcée et les néonazis n'auront plus le droit de défilé et seront cantonnés à un rassemblement. Ils ont fait

appel de cette décision. No Pasarán! Rendez-vous à Dresde le 13 février 2010.

**Lise Duncker**

Pour plus d'infos : <http://www.dresden-nazifrei.com/>

## IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE 16<sup>e</sup> CONGRÈS

*Le congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale se tiendra ce mois-ci. Il fera le point sur la crise et la construction de partis anticapitalistes dans le monde.*

**LES CONGRÈS** mondiaux sont des moments importants dans l'histoire de la IV<sup>e</sup> Internationale. Les délégués de toutes les organisations, courants, et militants se retrouvent pour faire le point sur la situation internationale, des questions clés du programme marxiste révolutionnaire, des expériences significatives et diverses de construction de partis anticapitalistes, socialistes et révolutionnaires.

Des délégations d'une soixantaine de pays de tous les continents seront présents. Témoin des capacités de la IV<sup>e</sup> Internationale à participer à des processus unitaires et au débat politique pluraliste dans la gauche radicale, ce congrès réunira aussi un nombre important d'organisations invitées, non membres de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Il se situe à un moment où la situation mondiale est marquée par une crise globale, une «crise de civilisation» du monde capitaliste. Le fiasco du sommet de Copenhague en donne une illustration frappante. Contrairement à tous les chantres du «capitalisme vert» ou de la «refondation écologiste du capitalisme», la logique essentielle du système, à savoir la recherche du profit, s'oppose aux intérêts fondamentaux des peuples et des travailleurs du monde.

Cette impasse historique du système appelle des réponses anticapitalistes et écosocialistes qui sont discutées dans le cadre de résolutions sur la situation internationale et sur la crise écologique soumis à la discussion du congrès. Cette volonté d'actualisation ou d'innovation programmatique, dans le cadre des références générales au marxisme révolutionnaire, est l'une des qualités du courant marxiste révolutionnaire représenté par la IV<sup>e</sup> Internationale.

Le prochain congrès sera aussi un moment important dans la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale et pour la discussion sur de nouveaux rassemblements anticapitalistes internationaux. Ce débat s'appuiera sur de nouvelles expériences de construction de mouvements, courants révolutionnaires ou partis anticapitalistes au sens large. Le Bloco de esquerda du Portugal, le PP polonais, le NPA, le LP pakistanais ou le Psol au Brésil seront représentés. Comment construire des formations politiques anticapitalistes larges constitue une des questions clés du congrès. Les nouvelles perspectives exigent aussi de prendre en compte l'émergence d'animateurs de mobilisations et mouvements contre l'exploitation capitaliste, ainsi que le nouveau syndicalisme de lutte, les réorganisations politiques en cours à gauche, le rebond du mouvement altermondialiste au travers de la lutte «changer le système, pas le climat», pour faire émerger une nouvelle gauche anticapitaliste indépendante de la social-démocratie et du centre gauche.

**François Sabado**

1. Les textes préparatoires au congrès sont disponibles sur : [www.inprecor.fr](http://www.inprecor.fr)

## et aussi

**PERMIS DE SÉJOUR À POINTS EN ITALIE.** Le gouvernement italien s'apprête à publier un décret instaurant un permis de séjour à points pour les étrangers non ressortissants de l'Union européenne et en séjour régulier. Ce permis ne sera renouvelé que si les étrangers réussissent à obtenir trente points dans les deux ans et pour cela ils devront avoir un contrat de travail, un logement avec bail, connaître la langue italienne, les lois, la Constitution, n'avoir commis aucun délit, etc. Chaque infraction, y compris une infraction mineure d'un enfant entraînera une perte de points. Cette idée vient du ministre de l'Intérieur, Roberto Maroni, dirigeant de la Ligue du Nord, parti nationaliste xénophobe dont la spécialité est le déchaînement de haine contre les immigrés. Notre ministre de l'Identité nationale, Eric Besson, s'inspire des idées de cette organisation néo-fasciste. Il a retenu l'autorisation de séjour à points parmi les propositions qui pourraient être mises en œuvre en France suite à son débat nauséabond.

**GRÈCE: FACE À LA CRISE, LE PASOK VEUT L'UNITÉ NATIONALE.** Pressé par les chefs de l'Union européenne de faire appliquer par la Grèce le pacte de stabilité, le Premier ministre Georges Papandréou vient d'annoncer une série de mesures qui, on le sait déjà, ne suffiront pas aux boursicoteurs du monde entier. Exemples : réduction des primes et indemnités dans le secteur public ; augmentation des taxes et impôts visant les classes moyennes ; projet de recul de l'âge légal de la retraite... Panoplie connue, que Papandréou a présentée comme inévitable, en expliquant que «en tant que peuple, que nation, qu'hellénisme, nous ne sommes pas en situation de pouvoir supporter des barrages, des grèves ou des arrêts de travail». Langage applaudi par la droite et l'extrême droite. À gauche du Pasok, la condamnation est unanime, mais tout va dépendre désormais de la mobilisation des travailleurs : après deux semaines de mobilisation infructueuse des paysans, une grève de 24 heures devait avoir lieu le 10 février. À suivre...

**EN HAÏTI, APRÈS L'ARMÉE, LES SECTES.** Après le débarquement et l'occupation par les militaires américains, les sectes s'emparent de l'île. En effet, il apparaît que, comme lors du tsunami en Asie, dès le deuxième jour, de nombreuses sectes religieuses américaines ont débarqué : de l'Église de scientologie, arrivée en avion généreusement mis à disposition par l'acteur John Travolta, à d'autres évangélistes illuminés comme Act of Mercy (Waco, Texas), Open Hands ou les Témoins de Jéhovah. Ce débarquement a même entravé l'arrivée de l'aide internationale. Ces mercenaires de la foi débarquent avec souvent des moyens colossaux (4x4, avions, etc.), des centaines de «volontaires» distribuent des repas, utilisent des méthodes de charlatans pour «soigner» les malades et envahissent les hôpitaux. Les charognards de la foi sont légion à se disputer le désespoir.





<http://skhole.fr/>

Les créateurs du site skhole.fr, Guillaume Vergne et Julien Gautier, professeurs de philosophie, sont partis d'une simple envie : en faire un lieu de discussion ouvert aux citoyens, professeurs, parents, élèves, étudiants, chercheurs qui considèrent que l'éducation est une chose trop importante pour ne la confier qu'à des « spécialistes ». C'est donc un espace de réflexion et d'échanges autour de l'école et de l'éducation en général qui est offert à tout internaute s'égarant sur ces pages.

## LA SIMPLICITÉ VOLONTAIRE CONTRE LE MYTHE DE L'ABONDANCE

PAUL ARIÈS  
LA DÉCOUVERTE  
302 PAGES, 16 EUROS



PAUL ARIÈS est aujourd'hui l'indispensable inventeur d'une écologie radicale anticapitaliste. Son dernier livre fait la synthèse de toute sa démarche et de ses multiples propositions expérimentées comme militant en particulier au cours de plusieurs Contre-Grenelle de l'environnement qu'il a organisés.

On finit la lecture de ce petit livre enthousiasmant avec la nécessité de remettre en cause certaines de nos certitudes : l'histoire de la classe ouvrière et des mouvements populaires, l'histoire de la gauche, le projet d'une société non-capitaliste. Il illustre par de nombreux exemples une première idée dont on pouvait avoir un pressentiment : si la gauche a toujours été productiviste, les mouvements populaires et la classe ouvrière ont, eux, toujours été antiproductivistes. Et pour de bonnes raisons ! Il ne s'agit donc plus d'essayer d'éliminer leurs protestations (comme celle des luddites dans l'Angleterre du XIX<sup>e</sup> siècle) mais de les remettre au centre de notre histoire. On est au cœur de l'originalité de ce livre : le réchauffement climatique n'est pas une raison de plus d'être anticapitaliste, mais la nécessité d'inventer une nouvelle manière de l'être. Impossible, pour lui, de poser la question sociale en dehors de la question écologique, et vice versa. Cela passe par le déploiement de nouvelles formes d'intelligence collective et de revendications comme la gratuité : des transports en commun comme de l'eau (jusqu'à une certaine quantité), etc. C'est là, sans doute, la seule manière de fabriquer une écologie populaire. Reconnaissons que les propositions de Paul Ariès qui s'opposent point par point à celle d'un Daniel Cohn-Bendit sont une des meilleures contributions à l'anticapitalisme de ces dernières années.

**Philippe Andréa**

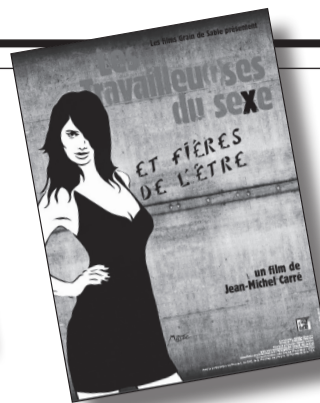
À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE (PORT GRATUIT)  
27 RUE TAINE 75012 PARIS TÉL. : 01 49 28 52 44 FAX : 01 49 28 52 43  
[www.la-breche.com](http://www.la-breche.com)



### MUSIQUES JAMAÏCAN MENTO: 1951-58/FRÉMEAUX & ASSOCIÉS

Avant l'apparition du ska, la Jamaïque possédait déjà sa propre musique, reliée au folklore caribéen avec de fortes réminiscences africaines clandestines. Au début des années 1950, certains artistes commencent à graver ces chansons populaires sur disques, marquant ainsi l'entrée de l'île dans l'ère moderne de l'industrie musicale. Le Mento, parent incestueux du Calypso, ancêtre rural du reggae, plutôt porté sur la bagatelle mais reprenant aussi les chants de travail d'ouvriers agricoles à peine à deux générations de l'esclavage, démontre l'énorme potentiel artistique de ce tout petit pays. Il s'y révèle déjà d'ailleurs de futurs stars de Kingston comme le cubain d'origine Laure Aitken ou le guitariste Ernest Ranglin. Cette très belle compilation proposée par le patrimonial label Frémeaux et Associés vaut aussi pour le très documenté livret redevable à Bruno Blum.

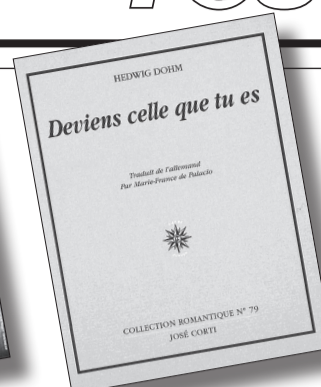
**King Martov**



### CINÉMA LES TRAVAILLEU(R)SES DU SEXE/Jean-Michel Carré

Jean-Michel Carré prend le parti, dans son documentaire, de donner la parole aux seuls défenseurEs de la prostitution « choisie ». Omettant, volontairement, la réalité prostitutionnelle et les violences auxquelles sont confrontésEs les prostituéEs, le réalisateur relaie un discours antiféministe et anti-abolitionniste. On en vient à s'interroger, comme le Mouvement du Nid, sur la finalité de ce travail : « *Quels résultats vise Travaillu(r)ses du sexe, en diffusant d'une part une idéologie sexiste réactionnaire et, d'autre part, en tâchant de saper un des meilleurs appuis des personnes prostituées, les abolitionnistes, qui forment le gros de leurs soutiens, depuis des décennies et sans esbroufe ?* » Autant se reporter aux contributions de *La Revue-Tout est à nous* n°3. Le débat y est bien plus riche.

**Gabriel Girard**



### LIVRES DEVIENS CELLE QUE TU ES/Hedwig Dohm/JOSÉ CORTI/18 EUROS

À quoi sert la famille ? Ce n'est pas comme aïeule de l'épouse de Thomas Mann qu'Hedwig Dohm (1831-1919) provoque l'intérêt aujourd'hui, mais en tant que féministe des premiers jours, ne cessant pas de publier en ce sens de 1872 à sa mort. Social-démocrate, proche de Ferdinand Lassalle, tâchant d'influer sur les élites berlinoises, elle fut aussi résolument anti-nationaliste et pacifiste, surtout à l'approche de la Grande Guerre. Elle était restée inconnue en France jusqu'à cette traduction d'une longue nouvelle datant de 1894, parmi ses plus émouvantes. Une quinquagénaire qui n'a plus mari ni enfants se demande à quoi sert la famille, et à quoi rime la vie d'une « vieille femme ». Elle trouvera sa réponse, mais son esprit en sera brisé, issue qui n'est pas rare plus d'un siècle après la parution de cette nouvelle.

**Gilles Bounoure**



### LIVRES LE BATEAU-USINE/Kobayashi Takiji/YAGO/18 EUROS

Auteur de ce livre en 1929, Kobayashi Takiji est mort en 1933 torturé par la police japonaise. Figure de proue du roman prolétarien, il a su s'éloigner de la propagande pour écrire son chef d'œuvre. Le Bateau-usine est un navire affrété par une grande société pour pêcher du crabe. À son bord, pêcheurs, marins et ouvriers qui mettent le crabe en conserve. Ils sont les héros collectifs de l'ouvrage, leur santé et parfois leur vie sacrifiées pour les profits et l'impérialisme nippon, car le crabe est un produit de luxe qui finance la militarisation. Réaliste mais sans misérabilisme et sans lyrisme, ce livre retrace la prise de conscience d'une force collective. Oublié pendant longtemps, il connaît depuis sa réédition en 2008 un vif regain d'intérêt chez une jeunesse japonaise confrontée à la précarité et aux inégalités.

**Sylvain Pattieu**

## EXPO ISADORA DUNCAN, LA DANSE LIBRE ET LA RÉVOLUTION

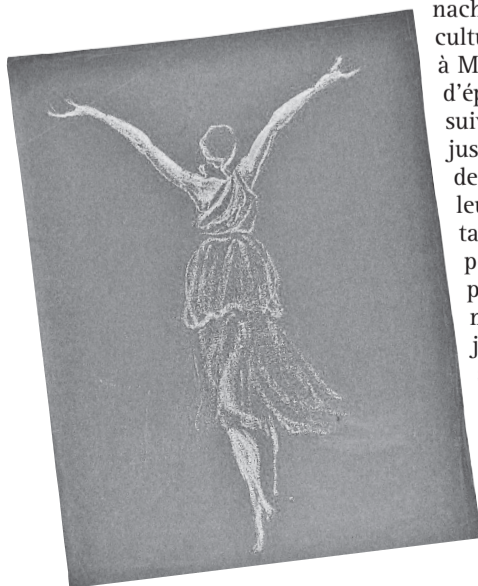
À travers les sculpteurs et peintres qui l'ont admirée et prise pour modèle, une importante exposition du musée Bourdelle évoque Isadora Duncan (1877-1927), promotrice de la danse libre et de la libération des femmes : une révolutionnaire oubliée.

Comme l'avait montré la dernière grande exposition (1966, même musée) consacrée en France à « la danseuse aux pieds nus », et comme celle-ci le confirme à profusion, l'accueil élogieux qu'elle reçut de grands artistes français comme Bourdelle et Rodin fut décisif pour cette Américaine autodidacte arrivée à Paris au moment de l'Exposition universelle de 1900. Elle y vit les danses de Loïe Fuller, rejoignit sa troupe et participa à ses tournées européennes avant de s'en éloigner en 1902 pour développer son style personnel, anti-académique au possible et passablement scandaleux : nus les pieds, nu le corps sous la robe diaphane, drapée à la grecque ! Aux peintres et aux sculpteurs, « la Duncan » offrait un modèle inédit, loin des petits rats peints par Degas, « une sculpture vivante », ainsi que s'intitulent l'exposition et son beau catalogue, rempli d'informations et de vues historiques de grand intérêt. Ses succès français puis internationaux auraient été impossibles sans le soutien financier de la haute société parisienne qui organisa ses premières représentations, et sa prétention esthétique de renouer avec la grâce des danses grecques antiques ou d'en reconstituer l'esprit. Mais comment expliquer que Luchinarski, commissaire du peuple à la culture, l'ait invitée à ouvrir une école à Moscou, ce qu'elle fit en 1921, avant d'épouser le poète Essenine l'année suivante ? Rebelle au mariage jusqu'alors et revendiquant le droit des femmes à disposer librement de leur corps et de leur vie, elle souhaitait avant tout animer des écoles pour transmettre à des enfants du peuple son art et tout ce qu'il promettait d'une société plus naturelle, juste et heureuse. Une fois ouverte sa première « école de danse libre » en 1904 près de Berlin, elle ne cessa de s'intéresser aux colonies libertaires naturistes qui se créaient alors en Europe.

En ces mêmes années où futuristes et cubistes s'affranchissaient des canons officiels, le néo-classicisme, pierre d'angle de la culture dominante de l'époque, servit aussi de prétexte à des contestations radicales des mœurs et de la société capitalistes, parfois appuyées par la frange la plus « avancée » de la grande bourgeoisie. À côté d'Apollinaire écrivain « *Tu en as assez de vivre dans l'Antiquité grecque et romaine* », Isadora Duncan proclamait non moins révolutionnairement : « *L'art n'est nullement nécessaire. Tout ce qu'il faut pour rendre ce monde plus habitable, c'est l'amour.* » Le premier, survivant à sa blessure à la tête due à la guerre « futuriste », succomba « naturellement » à la grippe espagnole. La seconde, apôtre de la vie « naturelle » des anciens Grecs, eut une mort « futuriste », étranglée par son écharpe prise dans les rayons d'une roue de Bugatti ! Ces paradoxes, l'extraordinaire vitalité de cette artiste révolutionnaire, les œuvres qu'elle a inspirées à ses admirateurs (splendides dessins de Bourdelle et de Grandjouan, affichiste anarchiste puis communiste, un de ses nombreux amants), rendent cette exposition tout à fait passionnante.

**G. B.**

Musée Bourdelle, 18 rue Antoine-Bourdelle, Paris 15<sup>e</sup>. Jusqu'au 24 mars.



Jules Grandjouan (1875-1968) - Isadora, 1912 - Technique mixte au pastel - 45 x 35 cm - Coll. part. - Photo : Bernard Collet - © Adagp, Paris 2009





# CRISE L'HEURE DE VÉRITÉ SE RAPPROCHE

Après l'injection de milliards d'argent public dans l'économie, les États font face à des déficits publics abyssaux qui devaient être résorbés par un redressement vigoureux de l'économie. Mais celui-ci se fait attendre et la situation risque fort d'empirer.

**L'**effondrement des Bourses, les 4 et 5 février derniers, a montré que la crise entrait dans une nouvelle phase.

L'automne 2008 avait vu le paroxysme de la crise financière et, dans la foulée, sa transmission à l'économie réelle. Cependant, après une chute phénoménale en 2009 du PIB américain de -2,4% (sans précédent précédent depuis la grande crise), on avait cru pouvoir noter un redressement, vite baptisé « sortie de crise ». Illusion : l'économie mondiale était en état de lévitation, touchant à peine le sol, portée à bouts de bras par un soutien public d'une extraordinaire ampleur. Laissant filer les déficits, se portant au secours des banques, mettant en œuvre des plans de soutien, les déficits publics ont atteint d'incroyables niveaux : 10% du PIB aux États-Unis, 8% en France, plus de 12% au Royaume-Uni. Du coup, l'endettement public a crevé tous les plafonds, atteignant 85% du PIB aux États-Unis ou 76% en France.

Comme dans un match de rugby on se refait un ballon qui brûle les mains, ainsi a-t-on transformé le surendettement des ménages américains en surendettement des États. Quand un débiteur s'avère incapable de faire face aux échéances, il n'y a que deux façons de s'attaquer à la dette en suspens : la transférer ou l'annuler. Annuler les dettes aurait signifié entrer dans une crise financière, puis économique, de très grande ampleur ; on a préféré, encore une fois, la fuite en avant, et la dette privée a été transformée en dette publique. Ainsi, le problème n'a pas été surmonté, mais seulement déguisé, et déplacé.

### LES MAILLONS FAIBLES

Le surendettement public est universel, mais il y a toujours des maillons faibles. Ceux-ci se nomment Grèce, Espagne, Portugal, Irlande. La Grèce (dont la dette publique devrait atteindre les 125% du PIB en 2010) a été placée de fait sous tutelle de la Commission européenne. Mais les autres pays ne sont pas en reste et les pourcentages correspondants prévus pour 2010 s'élèvent à 85% pour le Portugal, 83% pour l'Irlande (44% en 2008), 66% pour l'Espagne (40% en 2008).

Il était évident dès le départ que cette situation ne pouvait pas durer. Le privé (consommation des ménages, investissement des entreprises) devait prendre la relève du public, permettant à celui-ci de se retirer. Le grand problème est que le privé n'a toujours pas embrayé sur le public, et le grand changement est que commence à



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO)

prévaloir dans l'establishment la crainte qu'il en soit encore ainsi pour de longs mois. L'idée qu'en somme la crise est loin d'être terminée, et que nous ne sommes pas dans un schéma en V, ni même en W, mais sans doute plutôt en L. Or, les plans de redressement des finances publiques qui ont été présentés jusqu'ici sont tous basés sur l'hypothèse d'un redressement vigoureux de l'économie, qui permettrait de réduire les déficits plus par l'accroissement rapide des recettes fiscales que par la réduction drastique des dépenses publiques. Si le redressement attendu n'est pas au rendez-vous, exit l'hypothèse d'une montée rapide des recettes fiscales et les gouvernements des pays qui sont dans le collimateur des investisseurs sont placés devant un dilemme redoutable. Soit ils poursuivent le soutien à l'économie, évitent son effondrement, mais entrent dans une spirale auto-entretenu dont on ne voit pas la fin, car ils aggravent leurs déficits de telle sorte que ceux-ci sont de plus en plus coûteux à couvrir. Soit ils abandonnent le soutien à l'économie, retirant l'échafaudage public, mais ils risquent alors de précipiter l'économie dans les profondeurs, sans avoir pour autant la garantie d'une réduction du déficit public.

### LE COUP DE SEMONCE DES MARCHÉS FINANCIERS

Ces pays sont tous membres de l'Union européenne, et on peut penser qu'ils auraient droit à un soutien de l'Union en tant que telle ou de certaines de ses composantes. Mais si les principales puissances économiques européennes décident d'aider ceux

qui se débattent avec de l'eau jusqu'au cou, elles risquent d'être entraînées et de couler à leur tour, et ce d'autant plus qu'elles sont elles-mêmes très endettées. Si ces puissances ne le font pas et que les pays les plus directement menacés font défaut sur leur dette, elles savent que la crise sera relancée de façon spectaculaire et qu'elles sont les suivantes sur la liste.

« Les marchés » ne pensent pas, ne parlent pas, ils envoient des signaux, mais ceux-ci sont, en l'occurrence, assez clairs. « Les investisseurs » sont manifestement de plus en plus convaincus que les pays menacés ne pourront plus soutenir leurs économies très longtemps. Il faudra alors sortir de la situation « par le bas », c'est-à-dire rechercher le redressement des finances publiques surtout par la réduction des dépenses. Inutile de se faire des illusions : après avoir volé, à fonds perdus, au secours des capitalistes, c'est aux travailleurs que ces gouvernements demanderont de faire des sacrifices, par augmentation des impôts ou destruction des services publics. L'effondrement des marchés qui vient d'avoir lieu peut alors facilement être interprété comme un sévère coup de semonce, un appel aux gouvernements sur la sellette de se mettre dans les plus brefs délais à l'ouvrage, de montrer qu'ils sont capables de s'attaquer à la masse de la population pour sauver une infime minorité. Aux travailleurs d'organiser la résistance, car cette crise est celle du capital, il n'est pas question d'en payer les pots cassés.

Isaac Johsua

## hommage

Pour nous écrire, pour prendre contact : [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)



Jacques Loriette vient de nous quitter dans sa 91<sup>e</sup> année. C'est en 1934 qu'il choisit le Parti socialiste. Plus exactement, la fédération de la Seine de la SFIO, dirigée par la « Gauche révolutionnaire », l'aile « pivertiste » d'un Parti socialiste qui, après la Résistance et les barricades de la libération du 11<sup>e</sup>, restera le sien près d'un demi-siècle, jusqu'à ce qu'il arrive au pouvoir, en 1981... et que ça ne soit « plus possible ». Depuis lors, au contraire de tant

d'autres, fidèle à ses idées de jeunesse, c'est toujours plus à gauche que son engagement le mena, d'abord au Mouvement des Citoyens puis, voici dix ans, à la LCR et en 2009 au NPA. Nulle amertume dans ces ruptures et ces adhésions, tant elles semblaient au contraire la continuité d'un engagement de toujours. Il fallait voir avec quelle fierté, il arborait les tracts et le journal de notre parti sur le marché Richard-Lenoir, une fierté

n'ayant d'égaux que sa gentillesse et sa simplicité dans le contact avec les autres. Jacques n'aura jamais su à quel point nous étions honorés de compter un ami de sa trempe, tant il était modeste en dépit de son passé de résistant et de combattant fidèle à ses idées depuis 75 ans. Des idées qu'il a défendues, avec une incroyable énergie jusqu'à ces dernières semaines. Salut camarade !

## S'ABONNER

### Abonnements

#### par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez nous le formulaire accompagné d'un RIB à N. S. P. A. C, 2 RUE RICHARD LENOIR, 93100 MONTREUIL.

HEBDOMADAIRE du NPA  
(14 euros par trimestre)

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA  
(25 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires  
 HEBDOMADAIRE du NPA  
(10 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires  
 HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA  
(19 euros par trimestre)

J'autorise par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement trimestriel établis à mon nom, qui seront présentés par :

ORGANISME CREANCIER :

**NOUVELLE SOCIÉTÉ DE PRESSE, D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION (NSPAC) - 2, RUE RICHARD-LENOIR 93100 MONTREUIL**

NUMÉRO NATIONAL D'ÉMETTEUR :

**554755**

### Titulaire du compte

**NOM :** .....

**PRENOM :** .....

**ADRESSE :** .....

**CODE POSTAL :** .....

**VILLE :** .....

**MAIL :** .....

### Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET

N° DE COMPTE

CLÉ RIB

**DATE :** .....

**SIGNATURE :**

### Etablissement teneur du compte

**BANQUE :** .....

**ADRESSE :** .....

**CODE POSTAL :** .....

**VILLE :** .....

### Abonnements par chèque à l'ordre

de N.S.P.A.C (2, rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil)  
ENTOUREZ LA FORMULE QUE VOUS AVEZ RETENUE :

#### FRANCE ET DOM-TOM

L'hebdo 6 mois 1 an  
**28 euros 56 euros**

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an  
**50 euros 100 euros**

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo 6 mois 1 an  
**20 euros 40 euros**

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an  
**38 euros 76 euros**

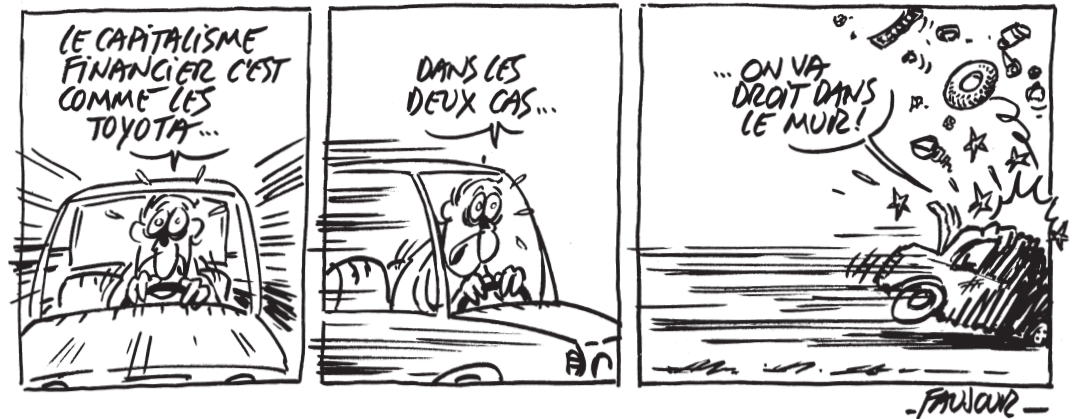
Abonnement à la revue mensuelle 6 mois 1 an  
**22 euros 44 euros**

#### ÉTRANGER

L'hebdo 6 mois 1 an  
**45 euros 90 euros**

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an  
**65 euros 130 euros**





## Gaza **LEVONS LE BLOCUS!**

Un an après l'agression sanglante contre la population palestinienne de Gaza, les organisations regroupées au sein du Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens, ainsi que d'autres comme Euro Palestine ou la CNT, appelaient samedi 6 février à Paris à une manifestation en direction de l'ambassade d'Israël. Elles exigeaient la levée du blocus de Gaza et la traduction devant un tribunal international des responsables de l'État sioniste pour crime de guerre et crime contre l'humanité. S'appuyant sur le rapport Goldstone adopté par le Conseil des droits de l'homme et repris par l'Assemblée générale de l'ONU, elles dénoncent l'impunité permanente dont bénéficie Israël depuis sa création. Cette manifestation militante a réuni plus de 2 000 personnes. Nous sommes loin des manifestations monstres de

protestation contre les bombardements de janvier 2009 qui avaient fortement ému l'opinion publique. Mais la guerre (unilatérale) est toujours là, présente dans ses conséquences dramatiques (orphelins, mutilés, sans-abris). Chaque Gazaoui vit avec cette certitude chevillée au corps que les soldats israéliens «reviendront». Voilà pourquoi il nous faut continuer et amplifier la solidarité avec le peuple palestinien. Les collectifs BDS (boycott, désinvestissement, sanctions) se développent, et constituent déjà un véritable problème pour les dirigeants sionistes. Le NPA est à la pointe de ce combat. À l'occasion des élections régionales, ses candidats mèneront campagne pour mettre en pratique le programme de la campagne BDS à l'échelle des régions, sur le plan économique, universitaire, culturel et sportif.



Samedi 6 février, Paris. Plus de 2 000 personnes ont participé à la manifestation. (ALAIN POJOLAT)

### LE CHIFFRE

# 40 000 à 50 000

**C'est le nombre d'emplois qui devraient être supprimés en France dans les deux prochaines années chez les équipementiers automobiles, selon le ministère de l'Industrie. 35 000 emplois ont déjà été supprimés en 2009, donnant lieu à de nombreuses luttes difficiles, comme à Molex, Continental, Faurecia, New-Fabris, Goodyear, Michelin ou Visteon. Les usines Bosch (Vénissieux) et Valeo (Nogent-le-Rotrou) sont à leur tour menacées. Les salariés ne vont pas se laisser faire et il est indispensable pour gagner que les luttes contre les licenciements dans ce secteur soient coordonnées.**

**NO BORDER.** Un hangar, des centaines de migrants aidés par des militants altermondialistes de No Border... Il n'en fallait pas plus pour agacer Éric Besson ! Dimanche dernier, il s'est fait une joie d'évacuer le fameux hangar de 630 m<sup>2</sup> loué quelques semaines auparavant. Les militants de No Border qui le géraient souhaitaient y héberger les migrants, étant donné que l'État refuse toujours l'ouverture d'un centre d'hébergement permanent. En effet, craignant de voir rouvrir un nouveau Sangatte, Éric Besson fera tout pour se débarrasser des migrants ou au moins rendre leur situation la plus difficile possible. On appréciera à juste titre l'arrêté d'expulsion préparé par Natacha Bouchart, maire UMP de Calais, qui maintiendra encore un peu plus les migrants dans cette situation de détresse inacceptable.

**SANS-PAPIERS DANS LA RUE.** Le 6 février, à Paris, plusieurs centaines de personnes ont manifesté autour des sans-papiers des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> arrondissements. Un cortège animé et coloré, rythmé par les djembés et les slogans qu'on retrouvait sur la banderole de tête «On bosse ici ! On vit ici ! On reste ici !» À l'instar des comités de soutien aux sans-papiers du 19<sup>e</sup> et du 20<sup>e</sup>, le côté unitaire de cette mobilisation explique aussi la réussite. La manifestation qui était partie du chantier du tramway de la Porte des Lilas a descendu toute la rue de Belleville et a rejoint l'Agence Multipro, Bd de Ménilmontant, où 32 intérimaires en grève depuis le 23 octobre se battent contre un patron particulièrement rétrograde pour obtenir un Cerfa, papier indispensable pour commencer un dossier de régularisation par le travail.

**ARRÊTÉ À CAUSE DE BASE ÉLÈVES ?** Un père de famille de Vezin-le-Coquet (Ille-et-Vilaine) a été interpellé par la police aux frontières (PAF), le 26 janvier, près de son domicile. Cette arrestation a eu lieu cinq jours après l'inscription de ses enfants dans Base élèves et alors qu'il n'était dans aucun autre fichier. Le Collectif national de résistance à Base élèves (CNRBE) demande à ce qu'aucun renseignement nominatif ne sorte des écoles pour éviter toute utilisation abusive de données ou toute suspicion portant sur des inscriptions d'enfants et de leurs proches dans les écoles. Les transmissions de renseignements échappent aux directeurs qui ont renseigné Base élèves. Elles peuvent se faire au niveau académique ou au niveau national. Résultat : des parents risquent de ne pas inscrire leurs enfants à l'école de peur d'être repérés.

**IDENTITÉ NATIONALE.** François Fillon vient enfin de tirer le bilan du fameux pseudo-débat sur l'identité nationale en présentant ses petites mesurette. Qu'est-ce que ces 340 réunions locales et ces 58 000 contributions sur le site Internet ont donné ? Et bien pas grand chose ! Nos chers bambins auront droit à un petit « carnet du jeune citoyen », un programme d'éducation civique super efficace, et le bonheur ultime de chanter la Marseillaise une fois par an ! Eh oui, l'École – qui portera notre joli drapeau tricolore sur ses bâtiments – va faire rentrer dans le cerveau des petits le concept d'identité nationale, tandis que les nouveaux migrants verront leurs contrats d'accueil et d'intégration ultra-renforcés (pour qu'ils parlent bien le français surtout, faudrait pas qu'ils se mettent à parler en verlan comme les jeunes non plus !). Ces mesurette valaient bien tout ce débat nauséabond, à n'en pas douter !

**IKEA.** Depuis samedi 6 février, plusieurs magasins du géant suédois Ikea (Franconville, Thiais, Paris nord, Plaisir, Grenoble, Montpellier) sont bloqués par des salariés en grève pour des augmentations de salaire. Le feu a été mis aux poudres par la proposition patronale de ne pas augmenter les salaires et de ne proposer que des augmentations moyennes de 1,2% basées sur le « mérite individuel ». La direction d'Ikea France refuse toute négociation sous prétexte que la conjoncture serait difficile et incertaine. C'est une provocation quand on sait que l'entreprise est florissante pour ses actionnaires et que son PDG mondial, Robert Kamprad, un des hommes les plus riches du monde, possède une fortune estimée à 24 milliards d'euros. Ikea France a réalisé un bénéfice de 52 millions d'euros en 2009. Les organisations syndicales (CGT, CFDT, FO) réclament une augmentation générale de 4%. Les grévistes ont occupé le siège social d'Ikea France à Plaisir (Yvelines).

**“ NO COMMENT**  
Clemenceau a le droit de dire ce qu'il souhaite. [...] C'est son analyse, pas la mienne.  
NADINE MORANO, RTL  
”

**TOUT est à nous !**  
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste  
**Rédaction :** 01 48 70 42 27  
**Diffusion :** 01 48 70 42 31  
**Administration :** 01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil  
**Mail :** redaction@npa2009.org  
**Numéro ISSN :** 1969-8178  
**Commission paritaire :** 0414 P 11508  
**Tirage :** 8 000 exemplaires

**Société éditrice :** Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)  
**Gérant et directeur de publication :** François Coustal  
**Impression :** Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 22  
Fax : 01 48 59 23 28  
mail : rotoimp@wanadoo.fr